

# LE SOLEIL



## Le retour à l'ordre se fait attendre



Des enfants irakiens examinaient une statue déboulonnée de Saddam Hussein, hier à Bagdad, pendant que les adultes irakiens exprimaient leur frustration grandissante devant le désordre qui règne dans la capitale depuis l'arrivée des troupes américaines et la chute du gouvernement irakien.

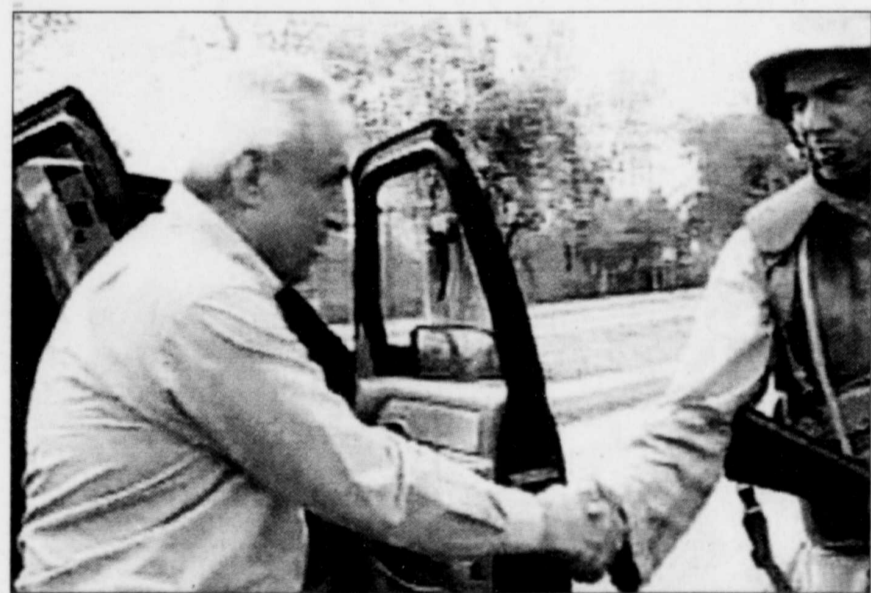
### Un premier haut dignitaire irakien se livre aux G.I.

RENÉ BEAUDIN  
 RBeaudin@lesoleil.com

■ Un timide retour à l'ordre s'amorçait hier à Bagdad, toujours en proie au pillage et aux règlements de comptes, alors qu'un premier dignitaire du régime de Saddam Hussein, un important conseiller scientifique, se rendait hier aux autorités américaines et que le champ de bataille contre les restes de l'ancien régime se déplaçait vers Tikrit, un fief de Saddam Hussein, de qui l'on est toujours sans nouvelles.

Selon la presse américaine d'hier, les services de renseignements américains ont intercepté des communications entre anciens dirigeants irakiens suggérant que l'ex-président a été tué lors du raid aérien mené lundi contre un bâtiment de Bagdad. Des centaines d'Irakiens ont répondu entre-temps à l'appel à la mobilisation des forces américaines pour rétablir l'ordre dans la capitale en proie à l'anarchie. Après un appel lancé sur les ondes des radios étrangères en langue arabe, une centaine d'Irakiens, dont sept

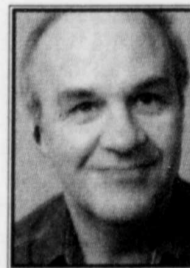
policiers conduits par un colonel en uniforme, sont venus hier offrir leurs services aux Américains à l'hôtel Palestine de la capitale, où logent la presse et des militaires. Les policiers irakiens, très présents dans les rues de la capitale jusqu'à la chute du régime, ont disparu à l'arrivée des troupes américaines et presque



Amir Al-Saadi, conseiller scientifique du président Saddam Hussein, s'est livré aux autorités américaines hier.

### La prochaine cible

Qui sera le prochain? La question est sur toutes les lèvres, maintenant que le régime de Saddam Hussein est jeté bas à Bagdad. Elle semble prématurée ne serait-ce que parce que formellement la guerre n'est toujours pas finie en Irak et qu'il peut être dangereux de courir deux lièvres à la fois. Mais le débat est quand même ouvert. On pense spontanément à la Corée du Nord et à l'Iran, les deux autres piliers de «l'axe du mal». Mais, paradoxalement, la majorité des cibles évoquées — la Syrie, la Ly-



René Beaudin  
 RBeaudin@lesoleil.com

bie, le Yémen, le Pakistan, etc. — n'en font pas partie. Cela a comme première conséquence de dédramatiser la notion même d'«axe du mal» puisque les pays les plus instables et les plus déstabilisants de la planète et de la région, avec ou sans arme de destruction massive, n'en font pas partie. Cela conforte la thèse selon laquelle la fameuse théorie de «l'axe du mal» proclamée par le président George W. Bush dans son message sur l'état de l'Union il y a un peu plus d'un

Voir CIBLE en A 2 ►

### AUJOURD'HUI Élections 2003

**On courtise Québec**  
 Lutte serrée. Signe que la lutte est serrée dans la capitale, les trois chefs de parti y ont fait une visite dans la journée d'hier avec l'ultime conviction de faire pencher la balance des votes de leur côté. **Page A8**

**Blitz libéral perturbé**  
 Coup des entartistes. Deux tartes à la crème ont ralenti pendant quelques minutes Jean Charest dans son blitz de neuf circonscriptions hier. **Page A7**



Jean Charest à Blainville

**Landry parle de déficit**  
 Dans le rouge. Avec les engagements électoraux des libéraux, Bernard Landry prédit que le Québec va se retrouver deux milliards \$ dans le rouge. **Page A7**



Bernard Landry au Salon du livre

**Tentative d'entartage**  
 Plus chanceux. Mario Dumont a eu plus de chance que le chef du PLQ en esquivant une tentative d'entartage hier soir. **Page A8**



Mario Dumont à Québec

**SOMMAIRE**

Actualités	A 3	Québec / Canada	A 7
Agenda	B 6	Oiseaux et cie	B 6
Arts et vie	B 1	Petites annonces	S 19
Décès	B 10	Sports	S 1
Divertissements	B 11	Statistiques	S 15
Est et Côte-Nord	A 16	Télévision	B 2
Le monde	A 15		

**LA MÉTÉO**  
 Maximum 5, minimum -3

Ciel variable en matinée, passages nuageux en après-midi. Vents légers. Détails page S24.

**Accumulation de neige (avant hier)**  
 Ce mois-ci: 8,0 cm Lan dernier: 15,2 cm  
 Cet hiver: 260,2 cm L'hiver dernier: 254,0 cm

QUÉBEC, 107<sup>e</sup> ANNÉE, N° 105  
 FLORIDE, 1,75 \$ US  
 MONTREAL, OTTAWA 87¢ PLUS TAXES  
 65¢ PLUS TAXES 6 27657 00077 3

## La pneumonie atypique pourrait devenir la première maladie grave du XXI<sup>e</sup> siècle

BRIGITTE CASTELNAU  
 Agence France-Presse

■ PARIS — La pneumonie atypique, contre laquelle tous les médecins et scientifiques se mobilisent, pourrait devenir la première maladie grave du XXI<sup>e</sup> siècle et prendre la dimension d'une réelle pandémie en raison de son potentiel d'extension rapide favorisé par un monde sans cesse en mouvement.

À l'exception du sida, la plupart des maladies qui ont émergé à la fin du siècle dernier, comme la fièvre hémorragique d'Ebola ou la grippe du poulet, ne

sont pas devenues une menace réelle pour la santé publique internationale, faute d'une bonne transmission d'homme à homme ou parce que les patients contagieux sont si malades qu'ils ne sont guère aptes aux voyages. Un mois après l'alerte mondiale lancée par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) sur cette mystérieuse maladie, l'inquiétude persiste parmi les experts en dépit des mesures d'urgence qui ont jusque-là permis de la

contenir. On ne cache pas à l'OMS la crainte de voir le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) s'installer sur le continent africain. «La mortalité avoisine les 4 %, donc 96 % des gens s'en sortent bien», souligne la D<sup>r</sup> Isabelle Nuttall (OMS). Il est vrai, admet-elle, que «le taux de mortalité dépend entièrement du type

Voir PNEUMONIE en A 2 ►  
 ■ Importante découverte A 10

DEMAIN DANS LE SOLEIL

Qui sera l'élue ?



Le peuple a élu Wilfred, dimanche dernier, meilleur gars de *Star Académie*. Un couronnement attendu, étant donné l'immense cote de popularité du candidat du Nouveau-Brunswick. Qui sera choisie meilleure fille ce soir pour la grande finale ? Annie, Marie-Élaine ou Marie-Mai ?  
*Dans le cahier Arts et vie*

Une manière de vivre



Même si les modèles offerts sont toujours plus gros, toujours plus luxueux, toujours mieux équipés et, donc, toujours plus chers, il se vend de plus en plus de véhicules motorisés au Québec. Voyager en véhicule récréatif, c'est plus qu'un passe-temps, c'est aujourd'hui une manière de vivre.  
*Dans le cahier Auto*

POUR NOUS JOINDRE

Abonnements 686-3344 www.cyberpresse.ca  
 1-866-686-3344  
 LE SOLEIL  
 925, chemin Saint-Louis, C.P. 1547,  
 Succ. Terminus Québec, Québec,  
 G1K 7J6  
 Envoi de publication - Numéro de convention 0470198.  
 Seule la Presse canadienne est autorisée à utiliser et à diffuser les informations publiées dans LE SOLEIL.  
 ISSN 0319-0730

LES SUITES

ATTENDRE

Suite de la Une

tous les commissariats ont été mis à sac. La police locale n'est pas considérée comme étroitement liée au régime de Saddam Hussein.

La sécurité dans les villes était à l'ordre du jour, alors que des Bagdadiens exprimaient leur colère à proximité du ministère du Pétrole, gardé par une armada de chars américains, seul bâtiment public à avoir ainsi été protégé des pillards.

La population se demande, parfois avec beaucoup d'exaspération et d'amertume, pourquoi les chars américains protègent le ministère du Pétrole, par exemple, et non pas les hôpitaux, les magasins et les musées qui ont été pillés.

L'armée américaine a minimisé hier l'étendue du chaos et a insisté sur la responsabilité des Irakiens eux-mêmes.

Les pillages « n'étaient en aucun cas aussi étendus que ce sur quoi se sont concentrés les caméras », a déclaré le général Vincent Brooks lors d'une conférence de presse au QG du Commandement central américain au Qatar.

Le département d'État américain a annoncé l'envoi dans les prochaines semaines de près de 1200 responsables policiers, consultants en sécurité publique et experts judiciaires en Irak afin d'aider à restaurer l'ordre après la fin de la guerre.

Des journaux arabes du Golfe ont pressé les forces américaines et britanniques de mettre fin au chaos en Irak, les accusant d'assister sans réagir à « la loi de la jungle » qui s'installe dans les villes sous leur occupation.

Sur le front nord, un début de normalisation était sensible dans la ville pétrolière de Kirkuk, après une journée de chaos.

Des soldats américains ont remplacé hier après-midi les combattants kurdes en faction devant le gouvernorat de Kirkuk, a constaté un journaliste de l'AFP.

Une vingtaine de soldats de la 173<sup>e</sup> division aéroportée américaine bloquaient, sans le soutien des peshmergas (combattants kurdes), l'entrée principale du bâtiment. On ignorait si ce dispositif était temporaire ou permanent.

La situation était plus confuse à Mossoul, où une quinzaine d'Arabes et de Kurdes ont été tués et au moins 200 blessés depuis vendredi par les tirs de membres des deux communautés, selon des sources hospitalières.

Les tirs à l'arme légère semblaient s'être amplifiés. On pouvait les entendre de façon sporadique dans plusieurs endroits de la ville, majoritairement arabe et loyale à Saddam Hussein.

Sur le plan humanitaire, le coordinateur de l'ONU chargé des questions humanitaires (UNHCR) en Irak a annoncé à Amman qu'un premier groupe d'employés internationaux de cette organisation se rendrait demain dans le nord de l'Irak.

Sur le plan militaire, Tikrit, fief de Saddam Hussein à 150 km au nord de Bagdad, était bombardée sans relâche sans

être encore tombée ce matin au 25<sup>e</sup> jour de guerre.

La coalition américano-britannique poursuit « ses efforts inlassables » pour prendre la ville de Tikrit, l'un des derniers bastions des forces loyales à Saddam Hussein, avait annoncé hier le porte-parole du Commandement central américain (Centcom).

Tikrit « est l'un des secteurs où nous pensons que peuvent se trouver des forces du régime », a indiqué le général Vincent Brooks, le porte-parole du Centcom.

Le conseiller scientifique de Saddam Hussein, le général Amir Al-Saadi, qui figure par ailleurs sur la liste des dirigeants recherchés « morts ou vifs » par les États-Unis, s'est rendu de son plein gré hier à Bagdad aux forces américaines, avec l'aide de la télévision allemande ZDF, ce qui constitue la première reddition volontaire d'un haut responsable du régime.

Le général Amir Al-Saadi figure sur la liste publiée vendredi sous la forme d'un jeu de cartes. Il y est représenté comme sept de carreau, avec la mention « Amir Hammoudi Hassan — conseiller scientifique du président ».

Le nom d'Al-Saadi avait notamment été évoqué par le secrétaire d'État américain Colin Powell lors de son réquisitoire contre l'Irak devant le Conseil de sécurité de l'ONU le 5 février : M. Powell avait alors accusé ce général de chercher à tromper les inspecteurs de l'ONU chargés de déterminer si l'Irak possédait des armes de destruction massive.

Avant que la guerre n'éclate, le conseiller scientifique de Saddam Hussein était chargé des relations avec les chefs des inspecteurs de l'ONU, Hans Blix et Mohamed El-Baradei.

Après le retour à leur base en Écosse vendredi d'un premier groupe d'avions de combat britanniques Tornado F3 qui étaient déployés dans le Golfe, c'était au tour du porte-avions américain *Abraham Lincoln* de quitter hier la zone avec son groupe naval.

Le vice-amiral Tim Keating, commandant des forces navales de la coalition, a indiqué que, dans le cadre d'un retrait progressif des navires américains des environs de l'Irak, le *Kitty Hawk* pourrait suivre prochainement, de même que le *Constellation* et le *Theodore Roosevelt*, actuellement en Méditerranée.

PATRIMOINE HISTORIQUE

Au nom de la présidence grecque de l'Union européenne, le ministre grec de la Culture, Évangélos Vénézélou, a demandé aux troupes britanniques de protéger le patrimoine historique, après que des pillards se furent attaqués au musée archéologique de Bagdad contenant d'incalculables trésors.

En Europe, aux États-Unis et au Canada, des dizaines de milliers de pacifistes et militants anti-mondialisation se sont rassemblés, notamment à Rome, à Londres, à Berlin, à Paris et à Washington pour dénoncer « l'occupation » de l'Irak. En Espagne, ils ont été un demi-million.

Avec AFP et AP

PNEUMONIE

Suite de la Une

de soins auquel les gens ont accès ».

Autres motifs d'inquiétudes, le nombre de soignants touchés dans les hôpitaux où le SRAS s'est rapidement propagé en Asie (Chine, Hong-Kong, Hanoï, Singapour) comme au Canada.

En pistant les chaînes de contagion, les chercheurs ont découvert des « super-contamineurs » ayant, pour des raisons inconnues, transmis la maladie à de nombreuses personnes.

Ainsi, au Guangdong, province chinoise — apparemment point de départ en novembre de l'épidémie —, une seule personne pourrait avoir transmis la maladie à plus de 100 autres.

Ces « super-contamineurs » excrètent-ils des quantités particulièrement importantes de particules infectieuses, d'autres facteurs amplifient-ils la transmission du virus, s'agit-il de différence de souche virale ?, s'interrogent les chercheurs.

On n'est pas totalement certain qu'une personne sans symptômes ne diffuse pas le virus, relève David Heymann, directeur exécutif pour les maladies transmissibles de l'OMS.

Le SRAS, contre lequel il n'existe pas de vaccin, est cependant loin d'avoir atteint la contagiosité d'une simple grippe, qui fait chaque année quelque 20 000 morts aux États-Unis et environ 2000 en France.

Il se transmet la plupart du temps par contacts rapprochés face à face, par les postillons ou les fluides corporels d'un malade. Pour s'en prémunir, se laver les mains est primordial. Mais les experts sont bien en mal d'expliquer deux énigmes concernant les deux foyers principaux de l'épidémie à Hong-Kong : l'hôtel Métropole, où curieusement aucun membre du personnel n'est atteint, et la résidence d'Amoy Gardens.

Pour Amoy Gardens, si la transmission oro-fécale avec l'hypothèse d'un problème de réseaux d'égouts est envisagée, celle des rats et des cafards, où le virus n'a pas été détecté, est écartée, rappelle l'OMS.



À Hong-Kong, le masque fait maintenant partie de la vie de tous les jours.

De solides présomptions ont renforcé l'implication d'un nouveau coronavirus comme principal suspect. Il a notamment été identifié chez des malades de divers pays, mais pas chez des centaines de gens en bonne santé.

L'hypothèse d'une co-infection (par un autre virus ou une bactérie) dans les formes sévères de la maladie n'est pas totalement écartée, selon Sylvie Van der Werf (Institut Pasteur, Paris).

Les tests, en cours d'évaluation, permettent de confirmer l'infection au coronavirus, mais un résultat négatif ne suffit pas en soi à écarter un SRAS.

Manque encore un test rapide pour déceler les personnes infectées avant l'apparition des premiers signes de la maladie, qui contribuerait à circonscrire l'épidémie en les isolant préventivement.

Sur le plan thérapeutique, l'activité des molécules antivirales existantes sur le coronavirus va être testée en laboratoire et les traitements actuellement disponibles mieux élaborés pour en vérifier l'intérêt.

CIBLE

Suite de la Une

an ne visait en fin de compte qu'à situer la guerre à venir contre l'Irak dans un cadre idéologique à la fois différent et complémentaire de celui de la guerre au terrorisme. Il en irait même de cette fameuse doctrine stratégique dite de « guerre préventive ».

« Ce serait une erreur de considérer que la politique étrangère américaine obéit à des schémas, de penser que l'Irak est un modèle de notre manière de faire face aux défis. L'Irak, l'Iran et la Corée du Nord ne sont donc pas équivalents ? L'Irak était un cas unique, spécial au regard de la loi internationale.

« Nous n'avons jamais dit que nous appliquions le même traitement aux trois pays cités dans ce qu'on appelle « l'axe du mal », soutenait, tout récemment, le sous-secrétaire d'État à la politique internationale, M. Richard Hass, dans une récente entrevue.

L'exception est dans la nature du problème, bien sûr. La crise irakienne, au fil des ans, notamment la question des armes dites de destruction massive, était devenue un tel casse-tête que plus personne à Washington ne savait comment transiger avec elle. C'était le cas sous l'administration de l'ancien président Bill Clinton. Ce le fut aussi dans les premiers mois de la gouverne de M. Bush même si l'on savait à l'avance que, sous ce dernier, la question irakienne redeviendrait prioritaire. C'est le 11 septembre 2001 qui a fait toute la différence. La rapidité avec laquelle l'Irak fut placé dans le collimateur, peu de jours après la tragédie, et

avec laquelle le consensus s'est graduellement mis en place en témoigne.

L'exception est aussi dans le processus de décision. Rarement le choix de faire une guerre d'aussi grande ampleur par un président des États-Unis n'aura été pris sous l'impulsion d'un si petit nombre de personnes. On évoque la « bande des quatre » : Dick Cheney, le vice-président, Donald Rumsfeld, le secrétaire à la Défense, son adjoint, Paul Wolfowitz, et la conseillère du président Bush, Condoleezza Rice, et à laquelle on peut jusqu'à un certain point associer le secrétaire d'État, Colin Powell, et quelques intellectuels néo-conservateurs, tels Richard Perle, Robert Kagan, etc., plus loin des centres de décision.

Mais encore là, cela relève des circonstances. Quand on suit le débat aux États-Unis sur la « prochaine cible », on s'étonne de la diversité de vues ou de l'inégal sentiment d'urgence des uns et des autres. Le processus décisionnel aux États-Unis est d'une manière générale extraordinairement complexe. Les colombes d'un jour sont les faucons du lendemain, et vice-versa. Le consensus sur l'Irak est unique. Il ne trahit pas le triomphe durable d'un clan de la guerre sur le camp de la paix. On imagine difficilement un consensus comparable sur la question iranienne et la question nord-coréenne, à moins de développements dramatiques.

La troisième exception est dans le psychodrame diplomatique d'avant-guerre. Les États-Unis peuvent livrer et gagner des guerres sans le soutien des Nations unies, plus précisément du Conseil de sécurité. Mais l'élément décisif n'est pas d'avoir ultimement procédé unilatéralement,

Washington pouvant toujours évoquer les ambiguïtés de la fameuse résolution 1441.

La décision cruciale à ce sujet a été prise en septembre quand le président Bush a décidé qu'un soutien international était préférable à l'action unilatérale pour un tel type de guerre, quand il a enclenché le débat au Conseil de sécurité. Si c'était vrai pour la guerre irakienne, c'est tout aussi vrai pour n'importe lequel des conflits envisagés contre les survivants de « l'axe du mal », ou d'autres cibles.

Et pour toutes sortes de raisons, ce soutien serait plus difficile à obtenir pour l'Iran et la Corée du Nord que ce le fut, même sous une forme ambiguë, pour l'Irak. La crise irakienne a ébranlé l'ordre diplomatique mondial, mais les dégâts ne

sont pas vraiment jugés irréparables. En irait-il de même après une seconde ou une troisième secousse comparable ? L'opinion publique américaine ne s'y trompe pas, elle qui estime toujours, si l'on en croit les sondages, que les guerres du type de celle en cours en Irak requièrent de préférence un soutien international très clair.

Nul ne sait qui est la prochaine cible, voire même s'il y en a une.

Le débat a quand même son utilité. Il est en soi une pression sur ces pays du Moyen-Orient qu'il s'agit de « remodeler » et de démocratiser. « Vous obtiendrez plus avec un mot gentil et un fusil qu'avec seulement un mot gentil », répète M. Rumsfeld, se référant à Al Capone, qui, on le sait, était orfèvre en la matière.

100 personnes évacuées

■ Un incendie survenu dans un immeuble à logements de la rue Hypolite, à Lévis, a forcé l'évacuation d'une centaine de personnes hier soir. Les flammes auraient débuté peu avant 20h dans un appartement situé au troisième étage pour se propager à l'étage supérieur. Au moment d'écrire ces lignes, les pompiers ignoraient toujours la cause du sinistre et n'écartaient aucune hypothèse. Trois personnes ont dû être transportées à l'Hôtel-Dieu de Lévis, souffrant ou de légères brûlures, ou de problèmes respiratoires. Les locataires de l'immeuble voisin ont également dû être évacués, les pompiers craignant une propagation des flammes. Les sinistrés qui n'ont pu trouver refuge chez des membres de leur famille ont été pris en charge par la Croix-Rouge. Selon le service des incendies, les dommages sont évalués à environ 300 000 \$, E.F.

**1000 LOTO QUÉBEC Résultats**  
 TVA - le résultat des tirages

<b>649</b> Tirage du 2003-04-12 05 07 09 25 28 48 Complémentaire: (27)	<b>430 740</b> Tirage du 2003-04-12 06 09 10 13 17 36 Complémentaire: (31)
<b>3</b> Tirage du 2003-04-12 915 6867	<b>3</b> Tirage du 2003-04-12 01 09 13 16 23 30 35 38 43 44 50 52 53 55 56 60 62 65 66 69
<b>EXTRA</b> Tirage du 2003-04-11 NUMÉRO 328225	<b>EXTRA</b> Tirage du 2003-04-12 NUMÉRO 493566
<b>SUPER 7</b> Tirage du 2003-04-11 02 03 12 27 36 37 41 Complémentaire: (01)	<b>GAGNANTS</b> 7/7: 1 30 000 000 \$ 6/7+: 10 141 341,60 \$ 6/7: 508 2 434,50 \$ 5/7: 29 328 150,60 \$ 4/7: 625 233 10,00 \$ 3/7+: 585 266 10,00 \$ Prochain gros lot (appr.): 2 500 000 \$

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.  
 En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de L-2, cette dernière a priorité.  
 Si vous avez un problème de jeu, appelez 1 866 505 3636

La Réussite en Affaires

Dans le cadre de « La Réussite en Affaires » le 7 avril dernier, Le Soleil et ses partenaires se sont donnés rendez-vous chez Biogénie, un chef de file international dans la réhabilitation de sols contaminés. Sous la coordination de Francine Lortie de Francine Lortie, Événements corporatifs, Messieurs Benoit Cyr, président et Jean-Luc Sansregret, vice-président, ont été honorés pour cette belle réussite. L'entreprise se distingue par ses outils sophistiqués de visualisation 3D, ses technologies de traitement performantes, ses services complets et intégrés et sa capacité à réaliser de grands projets assortie d'une garantie d'exécution.



De gauche à droite, nous retrouvons :

Francine Lortie de Francine Lortie, Événements corporatifs; Marc Roy de la FSA Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval; Jean-François Gingras du Groupe KWA Inc.; Gaston Roy de la Banque Royale du Canada; Claire Boulé de Émergence Entrepreneur; Stéphane Lalancette de Fasken Martineau, avocats; Benoit Cyr de Biogénie; Alain Papillon de Promutuel Portneuf-Champlain; Jean-Luc Sansregret de Biogénie; Jean-François Larouche de Côté Larouche; Lucie Couturier de Mallette, Fernand Dufresne de Prévero Inc.; et Laurier Pellicelli du Soleil.

## ACTUALITÉS

## LA GUERRE EN IRAK

JOUR 25

## LE CONFLIT AU JOUR LE JOUR

Les derniers développements  
dans la guerre en Irak

Les services de renseignement américains ont intercepté des communications entre anciens dirigeants irakiens suggérant que Saddam Hussein a été tué lors du raid de lundi, affirment le «Washington Post» et le «New York Times».

Le conseiller présidentiel irakien en matière scientifique, le général Amir Al-Saadi, s'est rendu aux forces américaines.



Amir Al-Saadi

Les États-Unis vont envoyer dans les prochaines semaines près de 1200 responsables policiers, consultants en sécurité publique et experts judiciaires en Irak afin d'aider à restaurer l'ordre.

Des centaines d'Irakiens ont proposé leurs services après un appel pour la mobilisation de techniciens des services publics irakiens lancé par les États-Unis.

Un système de récompenses aux montants «appropriés» a été mis en place par l'armée américaine pour toute information menant à la capture des principaux dirigeants de l'ancien régime.

Le porte-avions américain Abraham Lincoln a quitté le Golfe avec son groupe naval dans le cadre d'un retrait progressif des navires américains.

Les forces américaines ont découvert dans une résidence de Bagdad une «importante» cache renfermant des milliers d'armes légères, dont certaines plaquées or, cadeaux de Saddam Hussein. Les marines ont aussi découvert dans une école de Bagdad une cache contenant une cinquantaine de gilets tapissés d'explosifs pour servir à des attentats suicide.



Armes saisies à Bagdad.

Un marine américain a été abattu à un poste de contrôle de Bagdad par un homme portant une carte d'identité syrienne.

La situation à Kirkuk (nord) est redevenue calme au lendemain d'une journée de chaos et les combattants kurdes ont commencé à s'en retirer.

Une voiture de la police irakienne avec à bord trois fonctionnaires en civil a fait une apparition dans le centre de Bagdad.

Les forces américaines ont rouvert deux ponts stratégiques dans le centre de Bagdad, aussitôt franchis par des pillards désireux de profiter d'un nouveau territoire de l'autre côté du Tigre.

Les troupes de la coalition consacrent leurs forces à la prise de Tikrit, ville natale de Saddam Hussein au nord de l'Irak.

La Russie est «prête à discuter de la question de l'annulation de la dette de l'Irak», selon Vladimir Poutine.

Le Français Jacques Chirac a plaidé pour que la force soit «assujettie au droit», insistant pour que l'ONU ait «un rôle central» dans l'après-guerre.



Un char américain circule dans le centre de Bagdad.

## Des Irakiens volontaires pour rétablir l'ordre

BAGDAD (AFP) — Des dizaines d'ingénieurs, hommes d'affaires, professeurs ou policiers irakiens sont venus hier à l'hôtel Palestine de Bagdad proposer leurs services aux Américains pour mettre un terme au chaos dans la ville.

À l'origine de cette concentration hétéroclite, un appel des Américains, vendredi à la radio, demandant aux cadres et techniciens de se présenter au nouveau Centre opérationnel civil et militaire (CMOC) qu'ils viennent d'installer dans l'hôtel. Des dizaines d'Irakiens ont répondu à l'appel et proposé idées, solutions, infrastructures.

Un capitaine a expliqué à l'AFP qu'il était «temps de reprendre le travail» au vu de la dégradation de la situation dans la ville.

Recensés puis sélectionnés, tous ces volontaires ont été réunis pendant plusieurs heures dans la salle de conférence de l'hôtel, avec les Américains mais aussi des ONG comme Médecins sans frontières.

Ingénieur électrique, Omar Qaisi explique, lui, que les techniciens doivent se réunir de nouveau dimanche pour rétablir l'électricité «sous 48 heures».

Sami Youssef Ranima, ingénieur emprisonné pendant deux ans pour son opposition au régime, explique: «Nous n'avons ni gouvernement, ni police, ni hôpitaux. Ils ont besoin de notre aide, alors nous voilà, pour les aider à tout remettre en marche le plus vite possible.»

Un Irakien à la barbe blanche ne veut pas donner son nom mais raconte être un colonel de la police militaire à la retraite. «La première chose dont nous avons besoin, ce sont des patrouilles dans les rues», explique-t-il, avant d'entrer pour ressortir quelques minu-

tes plus tard, désappointé. «Ils n'ont pas été très aimables avec moi.»

Aux portes de l'hôtel, les marines chargés de la sécurité ne savent plus où donner de la tête.

Un ingénieur, Chaker Al-Serraf, contemple l'agitation à distance. Il espère contribuer à créer un lien entre Irakiens et Américains. «La vraie guerre n'a pas encore commencé. Beaucoup croyaient que les États-Unis allaient amener le paradis, mais il n'en est rien. Les Américains ne nous connaissent pas», dit-il.

## LA VOIX DES SILENCIEUX

La «majorité silencieuse», offusquée par les pillages en cours et l'accueil chaleureux réservé aux troupes américaines, commencent à faire entendre sa voix.

Heurtés dans leur dignité, beaucoup de Bagdadiens font valoir que cette couverture médiatique a déformé l'image de leur peuple.

«Aucun Irakien honnête n'accepte ce qui se passe. Ce sont des bandits et des repris de justice et je peux vous dire que la plupart des Irakiens partagent cet avis», affirme Nizar Hamid, un architecte de 52 ans.

Se promenant dans le quartier d'Al-Mansour, M. Hamid avoue se sentir un peu plus en sécurité depuis que des miliciens armés ont commencé à patrouiller les rues du voisinage pour empêcher le pillage.

## Des dizaines d'ingénieurs, professeurs ou policiers ont répondu à l'appel américain

Pour Sabah Najib, un enseignant à la retraite, «la plupart des Irakiens sont peiné par toutes ces obscénités». «Les pillards ne représentent qu'un pourcentage infime du peuple irakien, assure-t-il. En plus, ce sont pour la plupart des ex-prisonniers que Saddam Hussein a libérés» à la faveur d'une amnistie générale qu'il a décrétée en octobre.

«Nous sommes une majorité silencieuse qui, malheureusement, ne peut pas faire grand-chose dans la situation actuelle», se lamente-t-il.

Pour Ahmed Al-Khatib, «ce sont ceux qui ont accueilli les Américains chaleureusement qui se livrent aujourd'hui aux pillages». «Sous Saddam Hussein, nous étions au moins en sécurité et dormions en laissant les portes de nos maisons ouvertes», regrette-t-il.

L'architecte Hossam Rachid affirme que «les Irakiens honnêtes» sont restés chez eux depuis la prise de Bagdad. «Nous voulons la liberté, mais pas à ce prix, lâche-t-il. Aujourd'hui, j'ai honte de dire que je suis Irakien. Les Irakiens honnêtes, même ceux qui sont contre Saddam Hussein, n'applaudiraient jamais les Américains.»

Ahmed Aziz Al-Hadithi, un officier de l'armée irakienne qui fait partie aujourd'hui des vigiles du quartier d'Al-Mansour, soutient que les pillards ne sont que des «espions à la solde de ceux qui veulent détruire l'Irak».

«Saddam Hussein est exactement ce qu'il leur fallait, regardez ce qu'ils font maintenant qu'il n'est plus là», s'emporte-t-il.

Et de conclure: «Un jour ou l'autre, les Irakiens honnêtes vont chasser les Américains, non pas pour Saddam Hussein, mais pour l'Irak.»

## Les bombes qui n'ont pas explosé inquiètent

BAGDAD (AP) — Métalliques, silencieuses et menaçantes, elles sont partout: dans le jardin de Najah Jaffar, sur le perron d'Ahmad Hussein, pendant des palmiers, le long des trottoirs bordés d'échoppes de la rue principale.

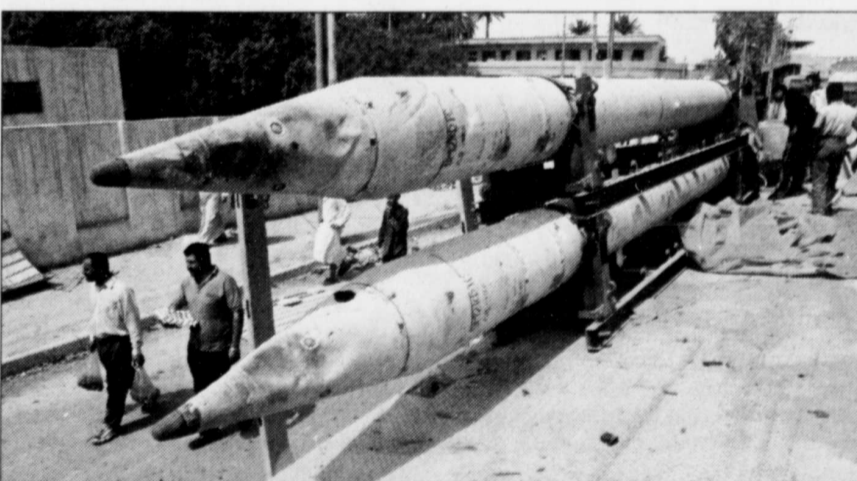
Les habitants de Dora, quartier du sud-est de Bagdad, marchent avec une extrême précaution. Parfois, ils ne rentrent plus chez eux. Leur rue, leur cour ou leur maison a été arrosée, au cours des récents bombardements, de bombes à fragmentation.

Ces engins comportent plus de 200 sous-munitions, qui s'éparpillent sur des centaines de mètres. Il arrive fréquemment que ces petites bombes n'explosent pas à l'impact, devenant aussi dangereuses que des mines.

«Elles sont tombées, d'un coup, du ciel. Elles sont tombées et elles se sont éparpillées partout», racontait Najah Jaffar hier, en regardant une rue jonchée d'engins intacts, petits cylindres de métal gris, munis d'une marque blanche à chaque extrémité.

Selon des habitants du quartier, trois personnes ont déjà été tuées et une autre blessée en tentant d'en ramasser. Ces habitants ne comprennent pas pourquoi les États-Unis ont bombardé leur quartier, lundi, parce qu'ici, disent-ils, il n'y a pas de cible.

Najah Jaffar, un ingénieur de 51 ans, a essayé d'alerter les soldats améri-



Des habitants de Bagdad passent à côté de missiles abandonnés dans la capitale. Plusieurs citoyens redoutent de rentrer chez eux à cause des bombes à fragmentation non explosées qui traînent au sol.

cains pour qu'ils viennent déminer la zone. Ils ont noté son nom et ses coordonnées, mais personne ne lui a fait signe depuis.

«Lorsque j'ai parlé au soldat, il m'a dit "Ça prend du temps". Je pense que beaucoup de gens vont être blessés. De nombreuses personnes, de nombreux enfants vont être tués sans raison, prédit-il. Ils ne viennent pas pour la paix. Ce n'est pas la paix.»

Livrés à eux-mêmes, les habitants du quartier ont isolé les petites bombes qu'ils ont repérées en les entou-

rant de pneus. Ils ont barré des rues et tenté de maintenir l'ordre au milieu du chaos qui règne depuis quelques jours dans la capitale.

Ahmad Hussein, 40 ans, n'est plus rentré chez lui depuis le début de la semaine dernière. Il montre son bras, brûlé lorsqu'il a essayé d'éteindre un incendie provoqué par une de ces bombes. «Nous avons besoin d'aide, lance-t-il. Qui va payer pour les réparations dans ma maison? Qui va payer pour ma voiture? C'est les Américains qui doivent payer.»

Salon international du livre  
DE QUÉBECPrésidente d'honneur  
DENISE BOMBARDIERAUJOURD'HUI DIMANCHE DERNIÈRE JOURNÉE :  
10 h à 18 hAUJOURD'HUI DIMANCHE  
DERNIÈRE JOURNÉE

Centre des congrès de Québec

• 649-5247

www.silq.org

PRIX  
D'ENTRÉE 2\$



## LA GUERRE EN IRAK

JOUR 25

## Le syndrome Al-Sahhaf

**L**e ministre irakien de l'Information, Mohammed Saïd Al-Sahhaf, a suscité la dérision dans une bonne partie du monde en multipliant les déclarations farfelues dans les derniers jours du régime de Saddam Hussein.

« Aujourd'hui la chance a tourné. Nous sommes en train de les détruire », a-t-il dit au moment où les troupes américaines s'emparaient de l'aéroport Saddam Hussein.

« Ne croyez pas ces envahisseurs. Il n'y a aucun de leurs soldats à Bagdad », a-t-il soutenu, alors que des combats violents se déroulaient dans le secteur de l'hôtel Al-Rachid au centre-ville de Bagdad, sous les yeux de la presse internationale.

« Nous les avons encerclés », a-t-il encore affirmé, tandis que les États-Unis affirmaient s'être emparés de trois palais présidentiels de la capitale irakienne.

Le ministre a fait rire de lui, mais il n'est pas le seul aujourd'hui dont les déclarations tranchent avec la réalité sur le terrain. Après avoir promis la liberté aux Irakiens, au moins un ténor de l'administration Bush a reproché aux médias d'exagérer l'anarchie dans laquelle l'Irak semble s'enfoncer. Pour le secrétaire américain à la Défense, Donald Rumsfeld, il ne s'agit que de « pillages temporaires » et tout à fait compréhensibles après plus de 30 ans d'une dictature brutale.

Les nouveaux maîtres de l'Irak parviendront peut-être à rétablir l'ordre au cours des prochains jours. Mais il n'est pas encore dit que le syndrome Al-Sahhaf ne soit qu'irakien.

Avant et pendant l'offensive américano-britannique, le président Bush a multiplié les déclarations sur les armes de destruction massive pour justifier une intervention militaire en Irak.

Le 11 décembre, dévoilant un nouveau plan stratégique sur cette question, il a affirmé : « Les armes de destruction massive, à savoir nucléaires, biologiques et chimiques, que détiennent les États hostiles et terroristes représentent l'une des plus grandes menaces pour la sécurité des États-Unis. Nous devons déployer une stratégie générale afin de lutter contre cette menace sous tous ces aspects. »

Le 22 mars, après le début de l'offensive militaire en Irak, il ajouta, dans une allocution radiophonique à la nation américaine : « Notre pays s'est engagé dans ce conflit à contrecœur, mais avec un objectif clair et net : le peuple des États-Unis, nos amis et nos alliés ne vivront pas à la merci d'un régime hors la loi qui met la paix en danger au moyen d'armes de destruction massive. »

Et si les États-Unis et leurs alliés britanniques ne trouvaient aucune arme de destruction mas-



Richard Hétu

Collaboration spéciale

sive en Irak ? La crédibilité de Bush rejoindrait-elle celle du ministre irakien de l'Information ? Et celle des médias des États-Unis, qui ont très peu douté des déclarations de Bush sur cette question, en prendrait-elle également un coup ?

La suite des événements le dira. En attendant, les retombées du syndrome Al-Sahhaf se sont déjà fait sentir dans la presse arabe. Avant même les déclarations les plus absurdes du ministre irakien de l'Information, le rédacteur en chef du quotidien saoudien *Al Sharq Al-Awsat*, publié à Londres, a fait une sortie remarquée contre les médias du Moyen-Orient, dont il a dénoncé la partialité.

« Voyez ce que la plupart des chaînes arabes — et pas seulement Al-Jazira — diffusent de Bagdad. La plupart d'entre elles se comportent comme les porte-parole du ministère irakien de l'Information », a écrit Abd Al-Rahman Al-Rachid dans un des trois articles qu'il a consacrés à la couverture du conflit irakien dans les médias arabes, du 29 mars au 1<sup>er</sup> avril.

« Dans nos médias, tout ce qu'Al-Sahhaf dit est diffusé comme s'il s'agissait d'un prédateur du vendredi dans une mosquée... Des dizaines de récits ont été écartés uniquement parce qu'ils

contredisaient les déclarations de Bagdad ou que leurs sources étaient américaines. »

Selon le rédacteur en chef du quotidien saoudien, les médias arabes font penser à ceux de 1967 (pendant la guerre des Six jours), qui « montaient en épingle les actes de bravoure et masquaient les défaites, ce qui est devenu par la suite source de moquerie ».

« Je sais bien qu'adopter une position impartiale dans le monde arabe revient à se suicider, car nombreux sont ceux qui poussent les médias vers les extrêmes, adoptant une position « nationaliste » selon laquelle quiconque pense différemment se rend coupable de trahison envers la cause (nationale), et voulant que mentir pour la cause est moral et noble », a-t-il écrit.

« Toutefois, ceux qui s'endorment et se réveillent devant la télévision arabe ne pardonneront pas leurs mensonges aux médias arabes, une fois que la fumée se sera dissipée et que la vérité sera révélée. »

La couverture des médias arabes a peut-être contribué aux sentiments de surprise, de déception et d'humiliation ressentis par plusieurs citoyens du Moyen-Orient le jour de la chute de Bagdad.

Mais le syndrome Al-Sahhaf n'affecte peut-être pas seulement le monde arabe. Aux États-Unis, l'administration Bush et les médias pourraient également avoir à rougir de leurs déclarations.

## Les perles du ministre de l'Information dans le Web

PARIS (d'après AFP) — L'éternel optimiste porte-parole du régime de Saddam Hussein, son ministre de l'Information Mohammed Saïd Al-Sahhaf, a disparu avec la chute de Bagdad. Mais un site Internet lui est consacré qui recense ses meilleures perles.

Le site — [www.welovetheiraqinformationminister.com](http://www.welovetheiraqinformationminister.com) — a été créé cette semaine par un groupe d'amis, interloqués, voire amusés parfois, par les déclarations péremptives de M. Sahhaf, marquées par une inébranlable mauvaise foi.

Pendant les trois semaines de campagne militaire, le seul ministre irakien à ne pas porter la moustache, invariablement vêtu de la tenue vert olive du parti Baas, béret noir sur la tête et lunettes de vue vissées sur le nez, a constamment démenti toute avancée de la coalition, même confronté à l'évidence.

Mardi, alors que des chars américains avaient pris position sur un pont clé de Bagdad et que l'hôtel où il avait l'habitude de parler à la presse venait d'être touché par un bombardement, il affirmait : « Ils vont se rendre, sinon ils seront brûlés dans leurs chars. Nous allons nous en occuper et les détruire. »

Mercredi, il a soudainement disparu quand les forces américaines ont gagné le centre de Bagdad, mais dans le Web, ses paroles demeurent : « Mon sentiment, c'est que, comme d'habitude, nous allons tous les massacrer », « Notre première évaluation est qu'ils vont tous mourir » ou encore « Je peux dire, et je prends la responsabilité de ce que je dis, qu'ils ont commencé à se suicider sous les murs de Bagdad. Nous les encourageons à se suicider plus et rapidement »

## UN SUCCÈS

En quelques heures, le succès du site a été tel — 4000 visiteurs par seconde — qu'il a rapidement été saturé et a dû être suspendu dans l'attente de l'installation d'un nouveau serveur.

Avant sa suspension, il proposait aussi des T-shirts à l'effigie de Sahhaf avec ses meilleures citations.

On sait pourtant très peu de choses de cet homme de 60 ans, qui fut d'une dévotion totale à Saddam Hussein plus qu'au baassisme. Réputé pour son mauvais caractère et sa fâcheuse habitude de brutaliser ses subordonnés, il n'était pas un intime de Saddam Hussein. Mais ce dernier lui faisait assez confiance pour lui avoir demandé, par le passé, la redoutable tâche de censurer *Babel*, le quotidien d'Oudai, le terrible fils aîné du président.



Omniprésent pendant toute la guerre, le ministre Mohammed Saïd Al-Sahhaf est disparu avec la chute de Bagdad.



Un combattant de la guérilla kurde serre la main du général Jay Garner dans une photo prise en 1991, à la fin de la guerre du Golfe. Garner a été nommé en mars directeur de la nouvelle agence du Pentagone pour la reconstruction et l'aide humanitaire.

## Quand le général sort de sa retraite

Jay Garner, l'administrateur provisoire pour l'Irak, est un logisticien expérimenté mais controversé

■ (D'après AP et AFP) — Lorsqu'il a quitté l'Irak il y a 12 ans, les réfugiés kurdes l'ont porté en triomphe sur leurs épaules et leurs enfants lui ont offert des dessins pour le remercier des efforts qu'il a déployés pour secourir la communauté au lendemain de la première guerre du Golfe. Aujourd'hui, ces images, encadrées avec soin et fierté, ornent les murs des bureaux de ce général en retraite, dans la banlieue de Washington. Mais Jay Garner a le regard fixé sur un nouvel horizon. Il est appelé à prendre en charge sous peu l'administration intérimaire du pays.

Général américain à la retraite qui assumera le rôle de gouverneur civil en Irak, Jay Garner a une solide expérience du Moyen-Orient mais il est controversé pour ses liens étroits avec l'industrie de l'armement et Israël.

Il a été nommé en mars directeur de la nouvelle agence du Pentagone pour la reconstruction et l'aide humanitaire ; dès le début de la guerre, il a installé ses quartiers provisoires à l'hôtel Hilton de Koweït City.

Jovial, cheveux blancs sur un visage rond, bracelet en or, l'homme de 64 ans parle avec l'accent du sud des États-Unis. Il respire l'assurance, répond facilement aux questions et tape régulièrement sur l'épaule de ses futurs subordonnés.

Choisi pour être l'administrateur civil provisoire, responsable de l'effort initial de reconstruction civile et d'aide humanitaire en Irak, il bénéficie d'une réputation de logisticien expérimenté.

Jay Garner a servi au Vietnam (1967-1968 et 1971-1972), en Europe et dans le Golfe (Operation Provide Comfort

dans le nord de l'Irak, en 1991). On le considère comme un meneur intelligent et pragmatique, qui a l'avantage de bien connaître l'Irak.

## AMI DE RUMSFELD

Ami personnel du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld, il a achevé sa carrière militaire par un poste d'adjoint à l'état-major de l'armée de Terre. Auparavant, il avait été notamment chef du commandement de défense stratégique et de l'espace de l'armée de Terre, une structure créée dans le cadre du programme de la défense antimissiles chère au président Ronald Reagan.

Lors de la guerre du Golfe en 1991, il était responsable des systèmes de missiles antimissiles Patriot. Après le conflit, il fut chargé d'assurer le retour des réfugiés kurdes dans le nord de l'Irak. Ses anciens collaborateurs le décrivent comme un homme « de compassion, attentif », « très tourné vers les gens ».

Après son départ de l'armée en 1997, et bien que dépourvu de toute expé-

rience dans le secteur privé, il fut nommé pdg de SY Technology, une société passée l'an dernier dans le giron du groupe industriel de défense L-3 Communications, spécialisée dans le guidage de missiles, ces mêmes missiles qui ont sans doute frappé Bagdad au début de la guerre. Il a quitté cette entreprise en janvier.

Ce lien avec le complexe militaro-industriel pour administrer civilement l'Irak de l'après-guerre soulève des interrogations sur de possibles conflits d'intérêt.

## Garner a une solide expérience du Moyen-Orient, mais ses liens étroits avec l'industrie de l'armement et Israël inquiètent

Le fait qu'un ancien militaire américain dirige l'effort de reconstruction après une guerre n'est pas nouveau. Mais il semble inédit de trouver à la tête de l'effort de reconstruction d'un pays quelqu'un qui jusqu'à récemment dirigeait une entreprise partiellement responsable de sa destruction.

« C'est un exemple charmant de notre indifférence vis-à-vis du peuple irakien. Cela en dit long sur le manque sérieux de réflexion de l'administration Bush », déplore David Kirp, professeur d'éthique à l'Université de Berkeley.

Les organisations humanitaires estiment sa future mission « comme un indice de la volonté du Pentagone de

prendre en main les opérations d'aide humanitaire », explique le président de l'Organisation Refugees International Ken Bacon, ancien porte-parole du Pentagone.

Pour lui, ni le ministre américain de la Défense ni Jay Garner lui-même ne font grand-chose pour dissiper cette impression.

Le choix d'un homme si étroitement mêlé au complexe militaro-industriel pour administrer civilement l'Irak de l'après-guerre soulève des interrogations sur de possibles conflits d'intérêt.

Lors de sa présidence à SY Technology, le général Garner a fait l'objet l'été dernier d'allégations de trafic d'influence. Un ancien lieutenant-colonel du commandement spatial, Biff Baker, l'a accusé d'avoir obtenu pour 100 millions \$ de contrats du Pentagone en faisant jouer ses relations.

Jay Garner, qui a nié avoir commis la moindre entorse à la légalité des appels d'offres, a attaqué son accusateur en diffamation. L'affaire s'est réglée hors des tribunaux en janvier par un accord amiable confidentiel.

Ses prises de position politique en faveur de la défense de l'État d'Israël et ses liens avec l'Institut juif pour les questions de sécurité nationale (JINSA) lui ont aussi valu des accusations de « sionisme » de certains milieux arabes.

C'est peut-être pour cette raison que, comme l'a fait savoir le Pentagone, il ne devrait rester que quelques mois à son poste, avant d'être remplacé par une personnalité civile de réputation internationale.

## LA GUERRE EN IRAK

JOUR 25

EN BREF

## Milliards en cavale

■ WASHINGTON — Les autorités américaines ont retrouvé la trace de quelque 1,2 milliard \$ d'avoir irakien illégal ayant circulé depuis le début de l'intervention américano-britannique contre le régime, a affirmé hier le *Washington Post*. Ces importants mouvements de fonds illégaux accumulés par l'ex-numéro irakien et ses proches ont été observés entre des comptes bancaires contrôlés par le gouvernement de Bagdad et des établissements financiers du Moyen-Orient. « Les gens qui ont des relations essaient de piller tout ce qu'ils peuvent », a commenté un enquêteur privé s'exprimant sous couvert de l'anonymat. Selon les estimations, la fortune de Saddam Hussein et de sa famille oscillerait entre 2 et 10 milliards \$. Les responsables américains estiment que le régime de Saddam Hussein a engrangé plus de 6 milliards \$ de bénéfices depuis 1996, notamment par la vente au noir d'une partie du pétrole irakien. (AFP)

## Mort ou vif

■ NEW YORK — Quelque 67 % des Américains veulent que Saddam Hussein soit tué ou capturé et la même proportion juge très important que des preuves de l'existence d'armes biologiques et chimiques soient trouvées, selon un sondage publié hier par l'hebdomadaire américain *Newsweek*. Le soutien des Américains à la guerre en Irak a augmenté depuis la chute de Bagdad, passant de 63 % il y a deux semaines à 70 %. Le soutien au président George W. Bush pour sa façon de gérer la guerre en Irak (74 %) reste élevé, mais la moitié des personnes interrogées seulement (51 %) souhaiteraient voir Bush réélu. (AFP)

## Fuyards arrêtés

■ CAMP AS-SALIYAH — Les forces américaines ont arrêté un bus de 59 militaires qui tentaient de quitter l'Irak par l'ouest et transportaient des avis promettant des récompenses à qui tuerait des soldats américains. Sans confirmer que ces hommes tentaient de gagner la Syrie, le général Vincent Brooks a précisé que les membres de ce groupe étaient porteurs au total d'une somme de 630 000 \$ américains en billets de 100 \$. « Je n'ai pas d'informations précises sur le pays d'où ces hommes pourraient être originaires, a dit le général Brooks. Je peux seulement dire qu'ils portaient (du pays) par l'ouest. » (AFP)

## Sang royal

■ AMMAN — Le roi Abdallah II de Jordanie et son épouse, la reine Rania, ont fait un don de sang hier pour les blessés de la guerre en Irak, à la veille d'une campagne de collecte nationale. Le sang donné par les Jordaniens sera rassemblé puis expédié en Irak dans le cadre d'une campagne nationale d'assistance au peuple irakien, lancée par le souverain jordanien. (AFP)

## L'UNESCO inquiète

■ PARIS — Le directeur général de l'UNESCO, Koichiro Matsuura, a demandé aux autorités américaines et britanniques de « prendre immédiatement » des mesures pour préserver le patrimoine culturel irakien, après le pillage du musée archéologique de Bagdad. Après les pillages de vendredi, M. Matsuura « a aussitôt saisi les autorités américaines et britanniques et leur a demandé de prendre immédiatement les mesures de surveillance et de gardiennage des sites archéologiques et institutions culturelles irakiens ». Il a insisté sur « la nécessité d'assurer la protection militaire du musée archéologique de Bagdad et du musée de Mossoul ». La même demande a été faite auprès des autorités britanniques concernant la région de Bassora. L'UNESCO a également pris contact avec les pays limitrophes de l'Irak pour éviter « l'exportation illégitime de biens culturels irakiens ». (AFP)

## Esso cible des pacifistes italiens

■ ROME — Des stations-service d'Esso, filiale du groupe pétrolier américain ExxonMobil, ont été la cible de manifestations pacifistes, hier, dans plusieurs villes italiennes. Des stations-service de Rome, Turin et Milan ont ainsi été fermées pendant un bref moment par des pacifistes qui ont déroulé des banderoles réclamant notamment « Stop Esso war » (« Arrêtez la guerre Esso »). Les organisations pacifistes italiennes reprochent à la compagnie son contrat de 48 millions \$ de fourniture de carburant aux troupes américaines impliquées dans la guerre en Irak. (AFP)

## Non à... l'occupation



Une manifestante parisienne déguisée en Statue de la liberté explique sur une pancarte qu'elle rentre en France.

## 500 personnes dans les rues de Québec

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

« Bush, Blair, criminels de guerre ! » Plusieurs centaines de personnes ont marché à Québec, hier, pour dénoncer l'invasion et l'occupation de l'Irak par les troupes américano-britanniques.

« Non à l'impérialisme de l'administration Bush », ont scandé les manifestants, qui marchaient « pour un véritable respect des droits humains et démocratiques en Irak ».

Pour les coalitions Québec-Irak et Québec-Palestine, qui ont organisé la manifestation, le droit à l'autodétermination du peuple irakien est primordial. « Ni Bush, ni Saddam, l'Irak aux Irakiens », répétait dans son porte-voix Sébastien Bouchard, du Comité paix du Forum social régional.

Les messages inscrits sur les pancartes étaient explicites : « Bush, terroristes de père en fils » ; « Non au plan cynique de reconstruction américaine » ; « Non à la guerre impérialiste » ; « Les envahisseurs doivent redéménager aux États-Unis » ; « Place à l'ONU » ; etc.

« Avez-vous eu vent qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak ? Avez-vous eu connaissance que des armes de destruction massive ont été utilisées ? Oui, les États-Unis en ont utilisés. Ils ont utilisé de l'uranium appau-



Louis Bernatchez (de dos), qui soutient l'intervention américaine, a décidé de se présenter lui aussi devant le Consulat.

vri. C'est ça, le cadeau que les Américains ont fait aux Irakiens », s'est insurgé Sébastien Bouchard.

Selon Taieb Moalla, de la Coalition Québec-Palestine, ce n'est pas parce que le régime de Saddam Hussein est tombé qu'il faut abandonner le combat pour la liberté des Irakiens. « Les États-Unis veulent mettre la main sur la richesse du peuple irakien, qui est passé du statut d'opprimé au statut de colonisé. »

Moalla invite également les gens à

faire preuve de solidarité envers le peuple palestinien — « 120 Palestiniens sont morts au cours du dernier mois », a-t-il rappelé —, mais aussi envers les manifestants américains, « qui reçoivent des balles de caoutchouc ».

Les manifestants, qui s'étaient donné rendez-vous au Musée du Québec, ont marché jusqu'au Consulat américain. Surprise, un militant pro-américain, Louis Bernatchez, a décidé de se présenter lui aussi devant le Consulat. Inutile de dire qu'il a été fortement hué...

## Les pacifistes modifient leur discours, mais le mouvement s'essouffle

■ (D'après AP et AFP) — Les opposants à la guerre en Irak ont à nouveau manifesté hier dans le monde, pour réclamer désormais la fin de « l'occupation » américano-britannique. Mais trois jours après la chute de Bagdad et du régime de Saddam Hussein, le mouvement pacifiste ne mobilise plus autant de partisans.

Ainsi, à Londres, plus de 100 000 manifestants, selon les organisateurs, ont défilé pour exprimer leur colère contre le premier ministre britannique Tony Blair et exiger la fin de « l'occupation » de l'Irak, au lendemain de l'annonce d'une réduction du dispositif militaire britannique dans le Golfe.

## À Washington, les pro-guerre et les anti-guerre ont eu un point commun : la faible mobilisation

Les premières estimations de Scotland Yard à Hyde Park, terme de la manifestation, faisaient état de 20 000 personnes dans ce parc du centre de Londres. Les organisateurs avaient tablé dans un premier temps sur 400 000 participants, ce qui est très loin du million de participants atteint lors du rassemblement géant anti-guerre du 15 février.

À Paris, 11 000 personnes selon la police, 15 000 selon les organisateurs, ont défilé avec pour mot d'ordre « L'Irak aux Irakiens », à l'appel de la coordination Non à la guerre contre l'Irak, mobilisée depuis le mois de septembre.

À Rome, environ 500 000 personnes ont défilé. Quelques incidents ont émaillé le parcours et des distributeurs automatiques de billets ainsi qu'un magasin de location de cassettes vidéo de la chaîne Blockbuster, détenue en Italie par le chef du gouvernement Silvio Berlusconi, ont été incendiés ou attaqués à coups de barres de fer par les manifestants les plus violents.

## DEUX MANIFS

Aux États-Unis, ils étaient venus, les uns pour affirmer leurs convictions pacifistes, les autres pour laisser éclater leur fierté patriotique, mais, hier après-midi à Washington, ce sont deux visages de l'Amérique qui défilèrent, sans se voir, ni se parler.

Alors que le bruit des combats résonne encore en provenance du front irakien, les manifestations pro et anti-guerre qui se tenaient cette fin de semaine dans la capitale américaine, à un kilomètre l'une de l'autre, se rejoignaient au moins sur un même constat : une faible mobilisation.

D'autres manifestations pacifistes étaient prévues ailleurs aux États-Unis, notamment à San Francisco et à Los Angeles.

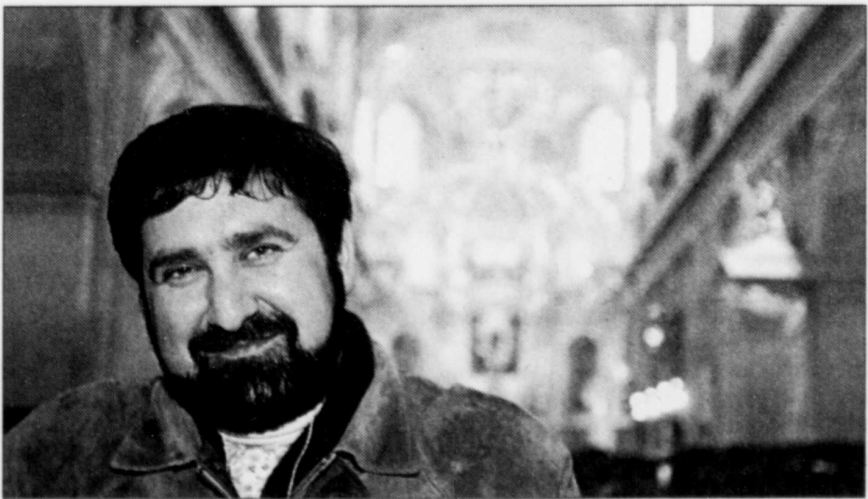
## Un Irakien de Québec sans nouvelles de sa famille

ÉLISABETH FLEURY  
EFleury@lesoleil.com

■ Irakien d'origine, Badeea Butrus, 33 ans, vit à Québec, loin des horreurs de la guerre. Aux dernières nouvelles, qui datent du mois de février, son frère et sa sœur étaient toujours à Bagdad. Y sont-ils encore ? Sont-ils toujours en vie ? Douleur, inquiétude et angoisse dominent sans relâche le quotidien de Badeea.

« La dernière fois que j'ai eu des nouvelles de ma famille, c'était deux jours avant le début de la guerre. Mais la lettre datait du mois de février », raconte Badeea Butrus, qui participait hier aux activités organisées par le Diocèse de Québec dans le cadre de la Journée mondiale de la jeunesse.

« C'est tellement difficile de ne pas savoir s'ils sont encore vivants. Je ne suis pas en Irak, mais je souffre comme si j'y étais », laisse tomber Badeea. Outre son frère et sa sœur, Badeea a cinq neveux et nièces en Irak. « Je sou-



Badeea Butrus : « Je souhaite qu'ils aient pu quitter le pays, mais je ne me fais pas d'illusions. »

haite qu'ils aient pu quitter le pays, mais je ne me fais pas d'illusions. Je sais que ce n'est pas facile de fuir et que les autres pays n'acceptent pas facilement les Irakiens. »

Ingénieur de formation, Badeea a quitté Bagdad à l'âge de 27 ans pour aller vivre en France. « Je suis parti à

cause de l'embargo, pas à cause de Saddam Hussein », tient-il à préciser. Et d'ajouter, après un bref moment d'hésitation : « Les médias ne donnent qu'une partie de la vérité. Le citoyen ordinaire, c'est-à-dire celui qui ne faisait pas de politique, n'avait pas de problèmes avec Saddam et ses hom-

mes. Pour ma part, je n'étais qu'un simple citoyen qui a pu profiter de la gratuité du système d'éducation et terminer ses études. Jamais je n'ai été massacré. Si je suis parti, c'est que je n'en pouvais plus de l'embargo et de ses effets néfastes sur la population. »

Badeea s'arrête. Il préfère ne pas s'étendre sur le sujet. « Je ne veux pas parler de la situation en Irak. Je suis chrétien, et comme chrétien, je n'ai pas envie de discuter politique. Tout ce que je souhaite, c'est la paix. »

Badeea est sur le point d'entrer chez les Rédemptoristes, une communauté religieuse basée à Sainte-Anne-de-Beaupré. « Je suis présentement en formation pour devenir prêtre », précise-t-il. Non, il n'est pas « devenu » chrétien. « J'ai toujours été très impliqué dans la communauté chrétienne de Bagdad », dit-il, ajoutant qu'en Irak, les chrétiens, bien que peu nombreux, ont « toujours été très appréciés du reste de la population ».

« À Bagdad, l'église était un peu comme ma deuxième maison, continue Badeea. Ce n'est pas le cas ici, mais là-bas, les églises sont principalement fréquentées par les jeunes. »

## ÉLECTIONS 2003

JOUR 32

## LES CITATIONS DU JOUR

« Ça prouve que les libéraux sont des gens constants et fidèles. Ils nous ont laissés avec un déficit de 6 MMS en 1994 et ils nous dirigent vers un autre déficit de 6 MMS. »

— BERNARD LANDRY

« Il y a un seul parti politique porteur de changement, un seul parti politique capable de livrer le changement, et c'est le Parti libéral du Québec. »

— JEAN CHAREST

« On ne fera pas pire que les autres. Ce n'est pas nous qui avons mis le Québec dans les dettes, qui avons encombré les urgences jusqu'à déborder dans les corridors. »

— MARIO DUMONT

## PORTRAIT D'ÉLECTEUR

### T.L. TRUONG

## Une terre de liberté

M. Truong est un homme discret. À un point tel qu'il n'a pas voulu donner plus que l'initiale de son prénom. Mais il a malgré tout accepté de répondre à mes questions.

Il faut dire que ses copains québécois, derrière le comptoir du magasin d'électronique où je l'ai rencontré, l'ont un peu poussé. « Allez, M. Truong, on va vous lire ! »

Le coin le plus sûr pour trouver un immigrant à Québec est la basse-ville. C'est là que j'ai dégotté M. Truong, dans la rue Saint-Joseph. Toutefois, il habite la haute-ville, près du cégep Garneau.

Mais il descend volontiers la côte, pour rencontrer ses amis, vietnamiens d'origine comme lui, mais aussi québécois. Beaucoup d'amis québécois, dit-il.

C'est que M. Truong, malgré ses 70 ans, aime beaucoup le sport, le tennis en particulier, ce qui lui a permis de rencontrer beaucoup de gens. Il faut dire qu'avec son visage à peine ridé, son sac à dos, sa casquette et sa *frock* de cuir, il ne fait pas son âge.

C'est en 1992 que l'homme est arrivé au Québec. Il a été parrainé par son fils, lui-même arrivé en 1980. Un *boat people* devenu dentiste, souligne le père.

Lui-même apparaît comme un modèle d'intégration. Alors qu'un grand nombre de Québécois d'origine jettent à peine un œil sur la campagne électorale, il en est un observateur attentif et quotidien.

Il a écouté le débat des chefs, soupèse ce que dit chacun, analyse, et se fait une idée. Sa préoccupation première va aux problèmes de la santé, en particulier les soins aux personnes âgées.

Comme chaque fois qu'il en a eu l'occasion depuis qu'il a obtenu sa citoyenneté canadienne, ce Néo-Québécois ira voter. « C'est important, dit-il avec le petit rire qui accompagne tous ses propos. C'est mon devoir de citoyen. »

Il faut dire que dans son Vietnam natal, celui du Sud, les élections, « c'est pour la forme », ainsi qu'il le dit. « C'est bon ici. C'est une terre de liberté. On est tout à fait libre de choisir n'importe qui. »

Il se plaît bien à Québec. Il n'a pas eu envie de suivre son fils dans le Bas-du-Fleuve, pas plus qu'il ne voudrait s'installer à Montréal. « Ici, les gens sont honnêtes, ils sont agréables, et il y a des distractions. » Il aimerait bien par contre que la communauté vietnamienne de Québec s'élargisse. « On est seulement 500 ou 600, éparpillés dans toute la ville », observe-t-il.

Quand il ne fait pas de sport, il cuisine, lit, écoute de la musique. Veuf, il ne détesterait pas trouver une nouvelle épouse. « J'espère, je cherche partout, mais je ne trouve pas encore », répond-il en riant bien franchement.

Bien qu'il souhaite garder le secret sur son vote, M. Truong finit par laisser aller quelques indices. « Je pense que le plus jeune, non, non, il n'a pas beaucoup d'expérience. Encore 10 ans », analyse-t-il à propos de Mario Dumont.

Et plus tard, il avouera qu'un changement de gouvernement serait une bonne chose. « Tu peux pas rester dans la maison toute la journée sans jamais changer d'air », illustre-t-il.

Mais en ces temps de tourmente, il est également affecté par la situation internationale.

En fait, la guerre est pour lui un cruel rappel de son passé. Ingénieur civil au ministère vietnamien des Travaux publics, il a été mobilisé dans l'armée du Sud de 1965 à 1974. Il était officier. « Je hais la guerre, je hais les communistes », tranche-t-il.

Mais aujourd'hui, tout lui sourit. Le Québec et le Canada sont son nouveau pays. Les amis sont là, il rigole avec eux. De quoi se plaindrait-il ?



Claudette Samson

CSamson@lesoleil.com

# Attaque à la tarte sur Charest

## Le blitz final du chef du PLQ ralenti par des entartistes

STÉPHANE PAQUET  
SPaquet@lesoleil.com

■ BLAINVILLE — Deux tartes à la crème lancées par les entartistes ont ralenti pendant quelques minutes Jean Charest hier, dans son blitz de neuf circonscriptions détenues par le PQ et où les libéraux comptent faire des gains demain.

Ils étaient quatre à l'attendre à Blainville

Quatre entartistes attendaient Jean Charest à la sortie du local électoral de Blainville. L'un d'eux, Patrick Robert, attire d'abord les policiers vers lui, intrigué avec son nez de clown. C'est alors que le Belge Noël Godin lance une première tarte qui atteint le bas du visage de M. Charest.

C'est un réalisateur de Radio-Canada, Pierre Bouillon, qui, le premier, terrasse Noël Godin. Les policiers s'en oc-

cupent ensuite, laissant le couple Charest-Dionne à la merci d'une autre entartaise.

Jean Charest réussit à bloquer en partie cette deuxième tarte à la crème, mais Michèle Dionne ne la trouve pas drôle. Selon le photographe Jim Young, de Reuters, qui a capté toute la scène, M. Charest doit alors retenir M<sup>me</sup> Dionne qui tente de rattraper l'entartaise. « C'était plus un réflexe de protection », dira plus tard l'attaché de presse du chef libéral.

« Il y en a un premier qui s'est présenté pour attirer l'attention, raconte Marie Beetz, une militante libérale. Ils ont réussi à le mettre à terre. Mais il y en avait d'autres, au moins deux, qui étaient cachés dans la foule. Quand M. Charest est arrivé, ils se sont rués dessus. Ils étaient agressifs, j'ai trouvé, ces gens-là. »

Après avoir enlevé son veston et s'être fait essuyer rapidement le visage, Jean Charest est remonté sur la petite scène mobile qui le suit et a pris la parole devant une cinquantaine de travailleurs d'élections. Les policiers ont arrêté quatre personnes sur les lieux.

Avant son arrestation, Noël Godin a eu le temps de s'entretenir avec les journalistes, devant des militants libéraux pas très contents. « Moi, je trouve ça cocasse... Entartons, entartons le pouvoir cornichon », disait-il, narquois, une égratignure au visage.

Patrick Robert, alias Pop Tart, a mentionné que Jean Charest n'était pas la seule victime possible de leurs assiettes en papier remplies de crème fouettée. « Il ne faudrait surtout pas que les journalistes commencent à dire qu'on appuie le Parti québécois. Le Parti québécois mérite, à mon avis, encore plus une tarte que Jean Charest parce que Bernard Landry est au pouvoir depuis deux ans et il a fait des choses qui sont répréhensibles », a-t-il dit, en ajoutant que Mario Dumont est aussi sur leur liste.

En mai 2000, un juge montréalais avait imposé une peine avec sursis à Patrick Robert pour avoir entarté le ministre des Affaires intergouvernementales canadiennes, Stéphane Dion. Patrick Robert était aussi présent lors de l'entartage de Gérard Tremblay, maire de Montréal.

A Repentigny, l'étape suivante de son long blitz, les policiers chargés de la protection de Jean Charest étaient clairement plus nerveux, se collant au couple Charest-Dionne. Sur la pointe des pieds, les policiers portaient le regard au loin.

### LA « VOLONTÉ DE CHANGEMENT »

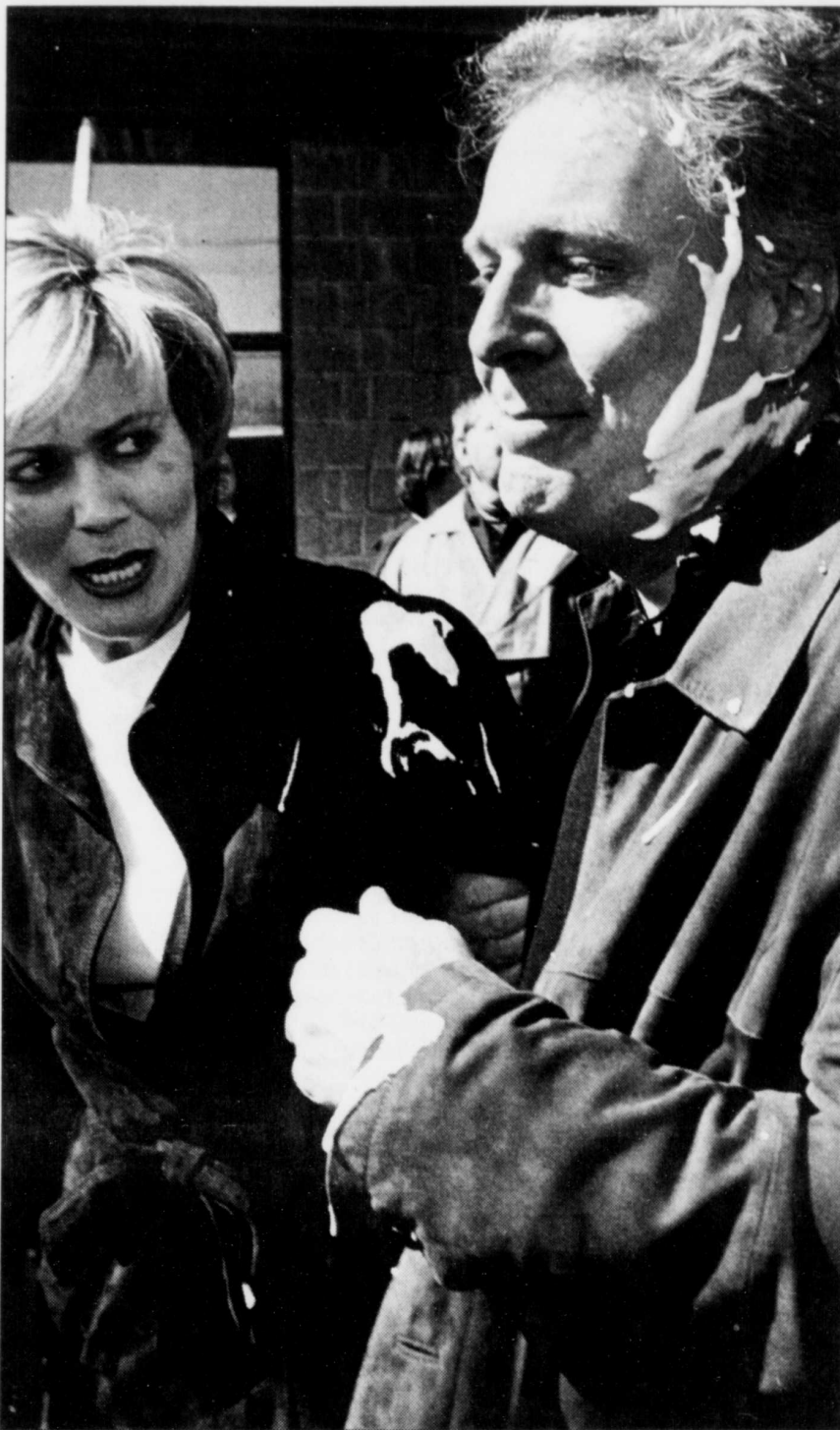
La journée avait débuté tôt dans les Laurentides. « Si à 8h, vous êtes ici, ce n'est pas par coïncidence, ce n'est pas par hasard. C'est parce que vous avez une volonté de changement », a lancé le chef libéral à la centaine de militants venus l'accueillir à l'extérieur du local électoral de la circonscription de Labelle, à Saint-Jovite.

Cinq minutes plus tôt, l'autobus était arrivé au son du klaxon pour attirer les militants. Sortie de Jean Charest aux cris de bienvenue de ses supporters. Quelques poignées de mains pour laisser aux techniciens les quatre minutes nécessaires pour installer micro et caisses de son. Un discours de trois minutes. D'autres poignées, le temps de démonter l'équipement, et retour dans l'autobus.

Le tempo de la journée était donné pour cette tournée de neuf circonscriptions détenues par le PQ. On va, dit Jean Charest, « là où on croit pouvoir évidemment gagner des comtés ».

De la circonscription de Bertrand à celle de Charlevoix en passant par L'Assomption, La Peltrie et Chauveau entre autres, Jean Charest reprend le même manège. « Le 15, je pense que l'on va être élu. Mais il faut travailler fort jusqu'à », dit-il aux militants à qui il dit offrir un gouvernement qui s'occupera de la santé au lieu de la souveraineté.

Ayant laissé sa cravate dans le placard, Jean Charest croit que ce dernier contact avec ses travailleurs d'élections leur donnera l'énergie d'aller chercher ces quelques votes qui pourraient faire la différence dans le cas de chaudes luttes dans des comtés à majorité francophone.



Une facétie que la compagne de Jean Charest semble avoir trouvée de mauvais goût.

## 6 MM\$ de déficit

Marois présente son estimation du coût des promesses libérales d'ici 2008

MYLÈNE MOISAN  
MMoisan@lesoleil.com

■ Deux semaines que le PQ a sorti la calculatrice pour additionner les engagements électoraux des libéraux. Deux semaines que Bernard Landry répète que « voter pour les rouges, c'est retomber dans le rouge ». Hier, Pauline Marois a donné le résultat de ses calculs : déficit de 2,1 milliards \$ en 2004-2005, 6,1 milliards \$ en 2008-2009.

« Six milliards. Ça prouve que les libéraux sont des gens constants et fidèles. Ils nous ont laissés avec un déficit de six milliards \$ en 1994 et ils nous dirigent vers un autre déficit de six milliards \$ », a lancé hier M. Landry, comme si son adversaire était déjà au pouvoir. « Ce qui n'arrivera pas, grâce à notre travail », a ajouté le premier ministre, après un court silence.

Pour présenter le scénario déficitaire des libéraux, Pauline Marois a été dépêchée dans la capitale hier matin. Sur un grand tableau, des chiffres. Une seule couleur, le rouge. « Le Parti libéral dégage des budgets — 320 millions \$ de dépenses — en plus des engagements que nous avons cumulés pour 450 millions \$. Il annonce, c'est M. (Yves) Séguin qui s'est engagé à le faire, qu'il allait partager une partie de la TVQ avec les municipalités et les entreprises, ajoutez 450 millions \$, plus l'abolition de la taxe sur le capital, 200 millions \$. Ce qui nous amène à un déficit de 2 060 000 000 \$ », appréhende M<sup>me</sup> Marois, qui affirme ne pas avoir « interprété les chiffres ».

Se défendant d'avoir attendu qu'il soit minuit moins une pour chiffrer l'argument du déficit, la ministre des Finances a répliqué que « jour après jour, nous avons additionné les chiffres. Ça fait au moins deux semaines qu'on travaille là-dessus. C'est la synthèse des derniers engagements. Encore cette semaine, ils en ont fait de nouveaux ».

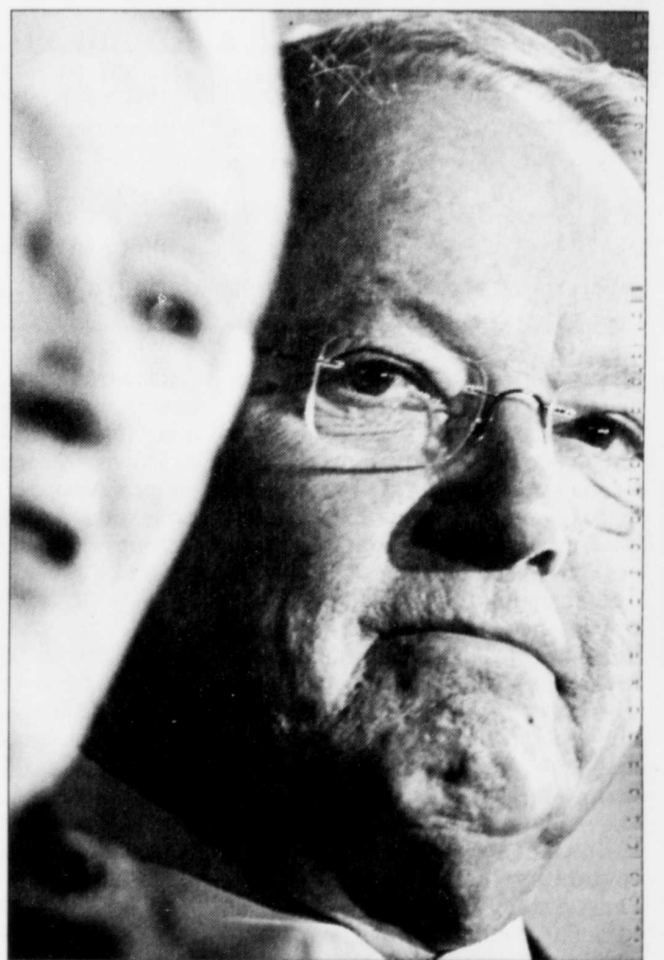
Autre gros nom du gouvernement venu en renfort, François Legault est revenu sur le cadre financier des libéraux. Prenant son chapeau de comptable agréé, il a martelé que « c'est impossible de réduire les revenus de 27 % et d'augmenter les dépenses en santé de 40 %, ça ne balance tout simplement pas. C'est

comme si un père ou une mère disait : "J'ai reçu une baisse de salaire, donc je vais pouvoir m'acheter une maison", a-t-il illustré.

### NE PAS JETER L'ÉPONGE

À moins de 48 heures de l'ouverture des bureaux de vote, M. Landry a invité plus que jamais ses militants à ne pas jeter l'éponge, malgré les sondages qui prédisent une victoire libérale. Le premier ministre a visité pas moins de cinq bureaux de circonscription de la région de Québec hier pour rappeler l'importance de travailler jusqu'à la dernière minute.

Le premier ministre compte aussi sur l'« opération fierté », lancée vendredi, pour que « ceux qui sont convaincus aillent convaincre les indécis », soit 14 % des électeurs selon



Le premier ministre a visité, hier, pas moins de cinq bureaux de circonscription de la région de Québec.

le dernier sondage CROP. Ne craignez-vous pas un échec comme au référendum de 1995, avec l'« opération convaincre » ? a demandé un journaliste. « Si on échoue comme en 1995, ça voudra dire qu'on a 50 % des voix et on sera très, très content », a répliqué du tac au tac M. Landry. Un tel score donnerait en effet une victoire écrasante au PQ.

M. Landry a insisté hier sur l'importance pour tous les Québécois d'exercer leur droit de vote, « quelle que soit l'allégeance », en espérant, bien entendu, qu'elle lui soit favorable. « Il reste quelques heures pour décider, pour quelques années et peut-être pour très longtemps. »

François Legault est également venu en renfort

### LES CHEFS AUJOURD'HUI



#### HORAIRE DE BERNARD LANDRY

- 9 h 15 Point de presse, restaurant chez Henri, Joliette.
- 11 h 30 Visite aux locaux électoraux du PQ d'Iberville et de Saint-Jean, Saint-Jean-sur-Richelieu
- 14 h 40 Visite au local électoral du PQ de Beauharnois, Sallaberry-de-Valleyfield.
- 15 h 50 Rassemblement militant en compagnie de Pauline Marois, Saint-Joseph-du-Lac.



#### HORAIRE DE JEAN CHAREST

- 8 h 45 Visite aux comités libéraux de Lévis et Lotbinière, point de presse à Laurier Station.
- 11 h 30 Visite aux comités libéraux d'Arthabaska, de Nicolet-Yamaska et de Richelieu.
- 16 h 10 Visite aux comités libéraux de Drummond et d'Iberville.
- 19 h 35 Visite au comité libéral de Sherbrooke, 2102, King Ouest, Sherbrooke.



#### HORAIRE DE MARIO DUMONT

- 9 h Entrevue à la radio CHEQ 101,3 puis point de presse, Sainte-Marie de Beauce.
- 11 h 30 Visite de l'ancien de la Fondation de l'hôpital de l'Hôtel-Dieu de Lévis, aréna André Lacroix, Lévis.
- 14 h 00 Cérémonie de mise au jeu officielle, aréna de Saint-Jean-Port-Joli.
- 16 h 00 Visite au local électoral de Rivière-du-Loup.

## ÉLECTIONS 2003

JOUR 32

## Québec courtisée à plein

Les trois chefs en visite dans la capitale

MYLÈNE MOISAN ET STÉPHANE PAQUET  
MMoisan@lesoleil.com, SPaquet@lesoleil.com

■ Signe que la lutte est particulièrement serrée dans la capitale, les trois chefs de parti y ont passé la journée d'hier, avec l'ultime conviction de faire pencher la balance des votes de leur côté.



Jean Charest est venu saluer ses travailleurs d'élections de Québec.

Le dernier coup de sonde réalisé par CROP dans la région laisse entrevoir des batailles rangées dans plusieurs circonscriptions. À Québec plus qu'ailleurs, on entrevoit de véritables luttes à trois, l'ADQ demeurant un joueur sérieux avec près du tiers des intentions de vote.

Hier, le premier ministre a visité les bureaux de cinq circonscriptions de la région — Louis-Hébert, Jean-Lesage, La Peltrie, Chauveau et Taschereau — où il a senti que sa présence pouvait faire la différence. Il a décidé au dernier moment de faire un détour vers La Peltrie, qui ne figurait pas à son agenda.

Interrogé à ce sujet, il a dit ne pas sentir à Québec l'adversaire adéquate, malgré ce qu'en disent les sondages. « Ça faisait très lutte à trois en début de campagne et je pense que ça a cheminé, comme dans l'ensemble du Québec, de plus en plus vers une lutte à deux. »

Partout où il est passé, M. Landry a encouragé ses militants à se « mobiliser de toutes leurs forces pour les heures qui restent » afin que les électeurs prennent le temps d'aller voter. « On vote d'abord avec ses pieds », disait hier à ce sujet Agnès Maltais, candidate péquiste dans Taschereau.

Au programme de M. Landry, un véritable bain de foule, au Salon du livre, que venait juste de quitter Mario Dumont. Le premier ministre en a profité pour serrer la pince des électeurs et pour jaser avec quelques auteurs, dont Denise Bombardier, qui lui a dédié son dernier roman... *Ouf!*

## CHAREST PREND L'AIR

De son côté, le chef libéral a opté pour le grand air. Dans son blitz qui l'a mené dans neuf circonscriptions péquistes hier, Jean Charest est venu saluer ses travailleurs d'élections de Québec, avant de se rendre à Baie-Saint-Paul.

Aux quelque 400 militants réunis dans un parc de L'Ancienne-Lorette, Jean Charest a livré le même discours qu'il avait offert à ses militants des Laurentides et le long de l'autoroute 40 plus tôt en journée: « Ce sera ou un gouvernement du Parti québécois qui va mettre l'accent sur la souveraineté ou ce sera un gouvernement libéral qui va mettre l'accent sur la santé. »

À ceux qui pourraient être tentés par l'Action démocratique de Mario Dumont, Jean Charest lance qu'il y a « un



Bernard Landry et sa compagne sont allés faire un tour au Salon du livre.

seul parti politique porteur de changement, un seul parti politique capable de livrer le changement et c'est le Parti libéral du Québec.

Jean Charest était accompagné de ses candidats de la région de Québec.

Aujourd'hui, il file en direction de Lévis, Lotbinière, Arthabasca et ainsi de suite pour arriver à Sherbrooke en début de soirée. C'est là que, demain, il prendra connaissance des résultats électoraux chez son père, comme il le fait depuis près de 20 ans.

Également dans la région de Québec, le chef de l'ADQ Mario Dumont a visité pas moins de sept circonscriptions. Friand du contact direct avec le « vrai monde », M. Dumont a, en plus du Salon du livre, fait un saut aux Galeries de la Capitale. Il a profité de la journée d'hier pour inviter la « majorité silencieuse » à voter pour lui, arguant qu'il « ne pouvait que faire mieux que les libéraux et les péquistes ».

Avec la Presse canadienne

## Dumont esquive une tentative d'entartage

Le chef de l'ADQ a eu plus de chance que celui du PLQ

MARTIN OUELLET  
Presse canadienne

■ SAINTE-CROIX-DE-LOTBINIÈRE — Tout comme le chef libéral Jean Charest plus tôt en journée, le chef de l'Action démocratique du Québec, Mario Dumont, a été victime d'une tentative d'entartage hier soir.

Le chef adéquate participait à sa dernière activité de la journée, un *beach party* au centre sportif de Sainte-Croix-de-Lotbinière, vers 22 h 20, lorsqu'il a été la cible d'un entartage, qu'il a toutefois esquivé. C'est le garde du corps de M. Dumont qui a reçu la pâtisserie.

Deux jeunes gens, un homme et une femme, ont été arrêtés par la Sûreté du Québec à la suite de l'incident et ont été amenés au poste de Laurier-Station.

Un porte-parole de M. Dumont a indiqué qu'il déplorait le geste, affirmant qu'en démocratie il y a bien des manières d'exprimer son opinion et que celle-là n'était pas la bonne. M. Dumont a ajouté qu'il y a beaucoup de gens qui votent pour nous ici par exemple.

Plus tôt dans la journée, Mario Dumont avait sympathisé avec le chef libéral Jean Charest, qui a été victime d'un entartage hier.

« Ce n'est rien de trop glorieux. On a des débats politiques à mener comme société. Il y a mille façons d'exprimer son désaccord qui sont acceptées et acceptables. Mais disons que ça, c'est pas ce qu'il y a de plus glorieux », avait lancé le leader adéquate, au terme d'une visite au Salon du livre de Québec.

Le chef de l'ADQ avait aussi déclaré qu'il n'entendait pas diminuer le nombre de ses sorties publiques, ni se laisser intimider.

## DERNIER APPEL

Par ailleurs, le chef adéquate a exhorté, samedi, les électeurs de la majorité silencieuse à l'appuyer, leur faisant valoir que l'ADQ ne pourra pas faire pire que les péquistes ou les libéraux.

« On ne fera pas pire que les autres, ce n'est pas nous qui avons mis le Québec dans les dettes, ce n'est pas nous qui avons encombré les urgences jusqu'à déborder dans les corridors. Nous, on a des idées nouvelles et on est convaincu qu'on peut juste faire mieux », a déclaré M. Dumont, en point de presse, à Charlesbourg.

Mario Dumont, qui a entrepris en fin de semaine un blitz de fin de campagne dans 18 circonscriptions, martèle un seul et même message à l'intention des citoyens encore indécis.

« Le message ultime que l'on doit dire aux gens qui ont été témoins du scandale de la Caisse de dépôt, des débordements dans les urgences, c'est qu'on ne peut que faire mieux que les autres », a-t-il indiqué.

Le chef adéquate courtise la majorité silencieuse, qu'il définit comme les gens qui ne se passionnent pas pour la chose politique, ne font partie d'aucun groupe de pression et qui se sentent souvent sans voix face au gouvernement.

« Des gens qui travaillent fort, qui s'attachent la vie, mais qui ne sont aucunement représentés et qui souvent ont l'impression que les préoccupations qui sont les leurs ne sont pas du tout véhiculées à l'Assemblée nationale. »

Mario Dumont compte sur cette catégorie de citoyens pour permettre à l'ADQ de faire plus que de la figuration au scrutin de demain.

« Je fais vraiment appel à cette majorité silencieuse, qui peut faire une différence dans beaucoup de circonscriptions, et redire à ces gens-là que l'ADQ a été un porte-voix dans beaucoup de dossiers pour la majorité silencieuse et



Après avoir sympathisé avec Jean Charest pour l'assaut à la crème fouettée dont il a été victime, c'a été au tour de Mario Dumont d'être pris en cible par les entartistes.

va continuer à l'être dans les prochaines années », a-t-il soutenu.

M. Dumont affirme que l'ADQ pourrait bien surprendre à l'élection de lundi et refuse de commenter les propos pessimistes du fondateur et ancien président de parti, Jean Allaire. Dans un entretien au quotidien *La Presse*, M. Allaire a prédit un résultat électoral difficile à encaisser pour l'Action démocratique du Québec.

« On ne fera pas le bilan de la campagne avant l'élection. On aura des mois pour y revenir. Pour l'instant, la campagne n'est pas finie alors, c'est impossible de faire une évaluation quand on connaît pas les résultats. Peut-être que mardi matin, tout le monde va applaudir la campagne de l'ADQ », a-t-il répliqué.

## Faire sortir le vote sous un ciel gris

GUY BENJAMIN

GBenjamin@lesoleil.com

Si la tendance se maintient, les électeurs québécois se rendront aux urnes demain sous un ciel gris.

Le Québec vivra une élection générale en avril pour la troisième fois de son histoire depuis la Confédération. Mais la première fois sous un ciel gris. La météo a-t-elle une plus grande influence sur le taux de participation que les enjeux électoraux ?

Faire sortir le vote est une expression chère aux politiciens. Ils ont raison, surtout dans le cas du Parti québécois, pour qui des bas taux de participation ont valu deux défaites lors des six dernières élections, si on se fie aux statistiques.

Un record de participation a été établi, 85,27 %, lors de la première victoire du PQ en 1976. Réélection en 1981 alors que 82,49 % des électeurs s'expriment.

Le PQ a aussi connu la victoire en 1994 avec un taux de participation de 81,58 %, et une autre victoire quatre ans plus tard, élection à laquelle ont participé 78,32 % des électeurs.

Les victoires libérales sur le PQ sont survenues en 1985 et en 1989 alors que les taux de participation n'ont été que de 75,64 % et 74,95 %.

Hier midi, Environnement Canada estimait à 80 % les risques de précipitation sur la région de Québec. Même que la journée pourrait commencer avec un petit peu de neige qui se transformera rapidement en pluie. Le maximum prévu est de 5 °C. Le temps gris devrait être présent sur presque tout le territoire du Québec, sauf peut-être dans l'extrême est.

## DES TEMPÉRATURES RECORDS

Les records pour un 14 avril sont de 15,5 degrés en 1998, de 9 centimètres de neige en 1943, et de 29,2 millimètres de pluie en 1955. Le 14 avril le plus froid de l'histoire fut celui de 1981 alors que le mercure était descendu à -8,5 °C.

Le 29 avril 1970, par une journée ensoleillée alors que le mercure grimpeait à 16,6 degrés, les Québécois établissaient un record de participation à une élection, 84,23 % des électeurs se rendant aux urnes. Un record battu six ans plus tard.

Le 13 avril 1981 fut aussi une belle journée ensoleillée au cours de laquelle 82,49 % des électeurs ont exercé leur droit de vote.

La plus faible participation des Québécois à une élection générale a été enregistrée le 23 juin 1919 alors que seulement 27,3 % des électeurs avaient exprimé leur choix.

Pour l'élection de demain, 5 490 363 personnes ont droit de vote, soit une hausse d'un peu plus de 4 % que lors de l'élection de novembre 1998, a fait savoir hier le Directeur général des élections. Ce chiffre comprend les 5540 électeurs hors du Québec, et les 2928 détenus qui ont aussi droit de vote.

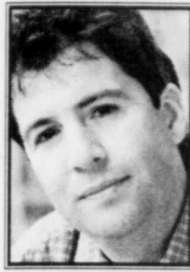
L'ADQ pourrait surprendre lors de l'élection, croit-il

## De la conviction à l'action

Les candidats des partis marginaux forcent les autres à se positionner

■ Dominic Lapointe a 28 ans, un bébé de deux mois, une maîtrise à finir et des convictions : il se présente pour le Parti vert, dans Taschereau. Ils sont plus d'une vingtaine comme lui dans la région qui aspirent à être autre chose que des candidats de la marge dans des formations négligées.

« C'est une action politique qui est valable et viable. D'ici 10 ans, ce sera la seule alternative au capitalisme néolibéral. (...) Ce n'est pas le monde que je veux pour mes enfants », soutient le jeune homme.



Eric Moreault

EMoreault@lesoleil.com

Car les Verts ont beau être marginaux au Québec, la formation présente dans 70 pays compte pour beaucoup ailleurs. « Les Verts allemands participent à l'exercice du pouvoir; ceux de Colombie-Britannique obtiennent 20% des voix. »

Dominic Lapointe estime que l'écologie politique — qui ne se limite pas aux baleines et aux arbres mais touche à toutes les sphères du politique — propose une véritable alternative. « Nous n'avons plus de projets de société, seulement une vision comptable », peste-t-il.

À défaut de se faire élire, pour l'instant, les Verts ([www.partivertquebec.org](http://www.partivertquebec.org)) jouent un rôle essentiel dans la campagne en obligeant les partis à se positionner et en faisant avancer les idées. Et comptent exercer une surveillance de tous les instants par la suite en s'assurant que les partis respectent leurs promesses.

Le parti se distingue aussi par son discours sur la culture. Les Verts voudraient faire passer la culture de 1% à 2% du budget provincial. Ce qui n'a rien de farfelu puisqu'il s'agit du dollar investi qui apporte le plus de retombées... « La santé est aussi là ! Car ceux qui ont une vie sociale et culturelle bien remplie sont souvent plus heureux, donc plus en santé. »

Outre le ras-le-bol envers les partis traditionnels, Dominic Lapointe a une caractéristique commune à la majorité des candidats de l'Union des forces progressistes ([www.ufp.qc.ca](http://www.ufp.qc.ca)) de la région : être étudiant. Et d'avoir un passé (et un présent) de militant, comme Sacha-Alcide Calixte.

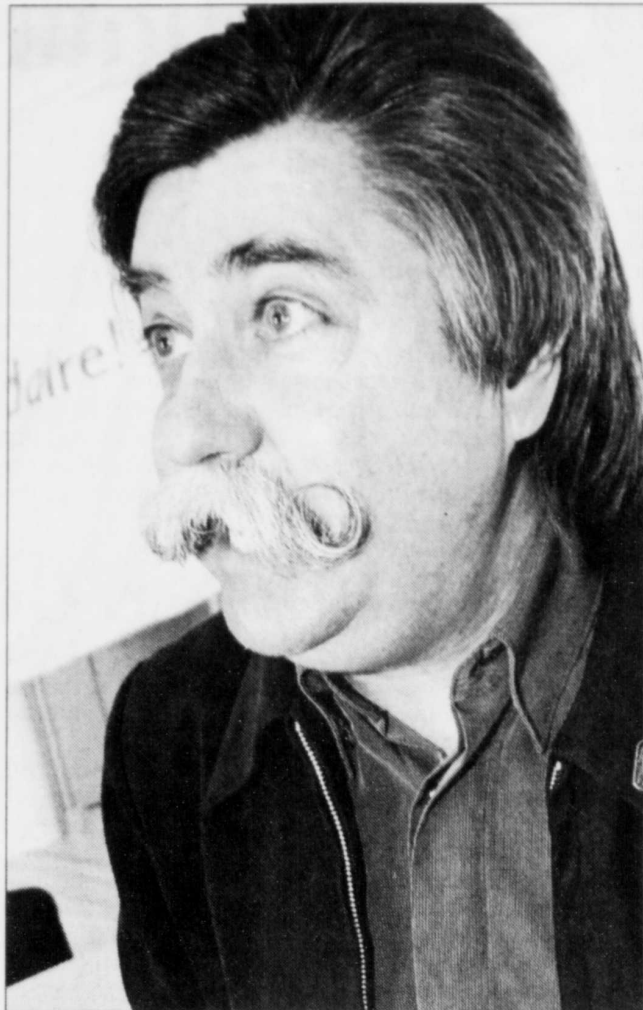
Le candidat de l'UFP dans Jean-Talon a vite réalisé que « la question du pouvoir se pose au niveau politique. On ne peut pas se contenter de critiquer, il faut concrétiser une alternative pour avoir un véritable pouvoir d'action concret. »

L'impossibilité d'être élu le 14 avril ne le trouble pas. « Le travail politique est un travail de longue haleine. L'élection, c'est un bon moyen d'avoir de la visibilité,



ARCHIVES LE SOLEIL, STEVE DESCHÈNES

Dominic Lapointe, du Parti vert, affirme que la politique écologique propose une véritable alternative.



ARCHIVES LE SOLEIL, JOCELYN BERNIER

Jean-Yves Desgagnés, indépendant dans Jean-Lesage, fait campagne parce qu'il juge qu'aucun autre parti ne fait de la lutte à la pauvreté sa priorité.

comme on n'en a jamais eu. Il faut démontrer qu'il y a quelque chose de possible. »

L'UFP et les Verts préconisent évidemment une réforme du scrutin pour faire place à la proportionnelle, qui leur permettrait peut-être de placer un ou deux députés à l'Assemblée nationale.

Surtout qu'en termes de visibilité, les candidats de la région ne peuvent compter sur un Amir Khadir (Mercier), qui a même obtenu un appui inespéré des chroniqueurs Michel Vastel et Pierre Foglia.

Ce chef de file aurait pu être Jean-Yves Desgagnés, qui devrait logiquement représenter l'UFP, lui qui se présente dans Jean-Lesage parce qu'« aucun des trois partis traditionnels ne fait de la lutte à la pauvreté sa priorité ». Mais il a été dans le passé « échaudé par les partis de gauche au discours hermétique ».

Les formations « traditionnelles » l'ont sollicité, ses convictions de justice et de solidarité sociale l'ont convaincu de décliner. L'ancien attaché politique de Louise Harel a préféré se présenter comme indépendant, fort de l'appui de l'UFP et des Verts, qui ne présentent pas de candidats contre lui, ainsi que des appuis personnels de Michel Chartrand et de Léo-Paul Lauzon.

Depuis le début de la campagne, il « défriche le terrain et sème de l'espoir », tout en faisant œuvre d'éducation. « Les pauvres ont du pouvoir et il faut qu'ils l'exercent. S'ils faisaient tous bloc derrière moi, je serais élu. Mais on part de loin, la plupart ne votent pas », laisse tomber M. Desgagnés.

Il n'est pas défaitiste pour autant. « C'est une campagne où je ne suis pas perdant. Il y aura des suites. »

Les candidats disposent évidemment de moyens réduits, on se débrouille souvent avec les moyens du bord pour rejoindre les électeurs : débats, visites ciblées, groupes communautaires et de rares affiches. Mais il y a aussi les nouvelles technologies. Ce n'est pas l'idéal, mais « le réseautage permet de rejoindre les gens. Les partis peuvent alors exister avec un minimum de moyens », souligne Jean-Philippe Lessard-Beaupré, candidat de l'UFP dans Louis-Hébert.

Les médias de masse n'en ont souvent que pour le PQ, l'ADQ et le PLQ — et le Bloc pot, pour l'aspect anecdotique. Résultat : peu connaissent l'existence du Parti démocratique chrétien, qui présente 24 candidats au Québec, ou savent qu'il y a un candidat du Parti marxiste-léniniste dans Jean-Lesage.

LE SOLEIL a vainement tenté d'obtenir une entrevue avec Jean Bédard. Probablement qu'il ne parle pas aux journalistes d'une entreprise inféodée au capital et propriété de l'establishment... Tant pis pour la visibilité.

### « C'est chaud »

■ Dans La Peltrie, dans un bungalow de Val-Bélair converti en fourmilière, les bénévoles péquistes profitaient de la dernière fin de semaine pour rejoindre les électeurs. Au sous-sol, Rénald Desrochers, l'agent officiel du candidat Claude Gendreau, inscrivait à l'ordinateur les résultats du pointage. À l'écran, toutes les résidences visitées ou jointes par téléphone, séparées en quatre couleurs : bleu pour les sympathisants, rouge pour les libéraux, jaune pour les indécis, vert pour les adhérents et mauve pour ceux qui refu-

sent de répondre. Au premier coup d'œil, le jaune l'emporte. « C'est très chaud », admet M. Desrochers... M.M.

### Sans commentaire

■ La vice-première ministre, Pauline Marois, a refusé hier de commenter les sondages favorables aux libéraux. M<sup>me</sup> Marois admet néanmoins que l'organisation péquiste a pris acte de ces résultats et saura cibler les priorités. Léger Marketing accorde aujourd'hui 45% des intentions de vote au PLQ, 38% au PQ et 16% à l'ADQ. (PC)



Sur la photo : Denis Gaudreault de Proviso, Jasmin Gilbert, Ameublements Tanguay, Jacques Tanguay, Ameublements Tanguay, Père Jean LaFrance, Les Œuvres Jean-LaFrance, Richard Cantin de Embouteillage Coca Cola et Yves Turmel de Labatt

### Le Bistro gastronomique : AU PROFIT DES ŒUVRES JEAN-LAFRANCE

Le jeudi 27 mars dernier avait lieu, au Loews Le Concorde, l'événement « Bistro gastronomique » sous la présidence d'honneur de monsieur Jacques Tanguay, vice-président et directeur général des Ameublements Tanguay.

Cette soirée a été un succès et a permis d'amasser plus de 31 000 \$. Ce montant sera versé en totalité aux Œuvres Jean-LaFrance. Cet organisme, sans but lucratif, a été fondé pour venir en aide aux jeunes en difficulté et leur redonner espoir en la vie en mettant à leur disposition des ressources pour les aider à devenir autonomes et plus responsables.

C'est grâce à l'implication de tous les intervenants et des précieux collaborateurs et donateurs que cette soirée a été un tel succès.

### PROTHÈSES AUDITIVES

haut de gamme-numérique

Beltrami

c'est connu!

Pour nous rejoindre :

(418) 623-4667 ou 1 800 589-4667

Courriel : [decibex@total.net](mailto:decibex@total.net)

- Prothèses auditives
- Réparations
- Vente de piles
- Bouchons de baignade
- Protecteurs industriels
- Stationnement à l'arrière
- Accès pour fauteuil roulant
- Télécriteur (ATME)

Québec

3293, 1<sup>re</sup> Avenue

Charny

9335, boul. du Centre-Hospitalier, bureau 2B

Points de service :

Baie-St-Paul

La Malbaie

Îles-de-la-Madeleine

# L'événement

La plus grande vente Mazda jamais vue à Québec !



179\$/mois

Mazda Protegé SE 2003

Aucun paiement avant 6 mois et 0% d'intérêt à l'achat sur 24 mois

10 JOURS SEULEMENT

Du 7 au 18 avril

Aucun prix par téléphone



Mazda Protegé 5 2003 239\$/mois

5095, Louis-H.-Lafontaine, Lévis (à côté de Wal-Mart) 837-8897 1-866-337-8897

\* Transport et préparation inclus. Location 48 mois. Comptant initial de 2100\$. Voir détails sur place.

Peu importe où vous avez loué votre véhicule, nous pouvons racheter votre bail avant la fin du terme. Consultez nos experts conseils. SERVICE MAINTENANT OUVERT LE SOIR

LÉVIS mazda



Le SRAS commence à faire des ravages en-dehors de l'Asie et du Canada. Au Centre d'infectiologie de Lima au Pérou, un employé doit se couvrir le visage avec un masque après qu'on ait découvert un passager malade à bord d'un avion reliant New York à la capitale péruvienne.

# Un labo canadien aurait complété le séquençage génétique du SRAS

■ TORONTO (CP) — Des responsables canadiens ont annoncé hier qu'un laboratoire de Colombie-Britannique avait complété le séquençage génétique du coronavirus suspecté de provoquer le syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS) qui a déjà tué 125 personnes dans le monde entier.

Cette avancée du Michael Smith Genome Sciences Center sera mise à la disposition des chercheurs du monde entier. Elle pourrait aider les scientifiques à déterminer si le coronavirus, qui fait partie d'une famille de virus

responsable des simples rhumes, est réellement à l'origine du SRAS.

Dick Thompson, porte-parole de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a qualifié ce progrès de « pas extraordinaire ».

« Je savais que nous ferions cette découverte rapidement, mais je pensais que le Centre américain pour le contrôle des maladies ferait cette découverte en premier. »

Le docteur Marco Marra, directeur du laboratoire canadien, a promis que le séquençage génétique du coronavi-

rus sera affiché dans Internet avant la fin de la journée de samedi et que l'analyse du séquençage sera affichée dans le Web avant la fin de semaine.

M. Marra soutient qu'il est essentiel que d'autres laboratoires étudient les résultats afin de confirmer ou non que le virus est responsable de la maladie qui affecte des gens partout sur la planète.

« Les informations que nous allons afficher dans le Web devraient être utilisées pour développer des vaccins et établir des diagnostics. »

# Trois autres décès en Ontario

■ TORONTO (PC) — Les autorités ont confirmé hier que la pneumonie atypique avait causé la mort de trois autres personnes en Ontario pour porter le nombre de décès liés au virus à 13.

Une femme âgée de 80 ans est décédée vendredi soir, alors qu'une femme de 86 ans et une autre de 73 ans sont mortes hier matin.

« Ce sont tous des gens qui étaient des cas probables et dont l'état de santé aurait pu se stabiliser ou devenir critique. On constate aujourd'hui les effets du virus sur ces gens », a expliqué John Letherby, porte-parole du ministère ontarien de la Santé.

« Nous ne sommes pas sortis du bois et ces trois décès le prouvent. »

Un cas probable est une personne qui montre des symptômes et qui a récemment voyagé en Asie ou qui a eu un contact intime avec une personne atteinte du virus. Un cas soupçonné est une personne qui montre des symptômes de la maladie sans avoir

voyagé ou être entré en contact avec un individu atteint de la pneumonie atypique.

Les trois nouvelles victimes ont tous un lien direct avec le foyer d'origine de la maladie qui a débuté en mars, ont laissé savoir dans un communiqué les médecins Colin D'Cunha, commissaire à la santé publique, et James Young, commissaire à la sécurité publique.

Les décès ont eu lieu à l'hôpital Grace, à Scarborough, à l'hôpital Mount Sinai, à Toronto, et au Southlake Regional Health Centre, à Newmarket.

« Nous continuons de travailler 24 heures par jour pour combattre le virus, a dit M. Young. Les gens qui se trouvent en quarantaine dans leur résidence personnelle doivent continuer de suivre les recommandations des médecins. Ces gens jouent un rôle capital dans la lutte au virus. »

### SANCTIONS

Les autorités médicales ont répété

à plusieurs reprises que des sanctions sévères seraient prises contre les gens qui ne respectent pas les recommandations des médecins.

M. Young avait affirmé vendredi que l'épidémie était presque sous contrôle. « Nous progressons, mais nous ne sommes pas encore rendus où nous souhaitons être, soit à un stade où nous ne rapportons aucun nouveau cas. »

Les médecins Colin D'Cunha et James Young n'étaient pas disponibles pour offrir des commentaires aux journalistes, hier.

Les autorités recensent environ 223 cas du syndrome respiratoire aigu sévère (SARS) en Ontario, dont 97 cas probables et 126 cas soupçonnés. Les 13 décès sont tous survenus dans la région de Toronto.

L'Organisation mondiale de la santé a révélé hier qu'au moins 2960 cas de pneumonie atypique et 119 décès dans 19 pays ont été rapportés jusqu'ici.

**Raynald McKinnon, psychologue, avise sa clientèle qu'il cesse définitivement d'exercer sa profession. Madame Lilliane Houle, psychologue, au 806, boul. René-Lévesque Ouest, Québec QC G1S 1S8 devient la cessionnaire de ses dossiers. Vous pouvez la rejoindre au 576-5215 entre 9 h 00 et 17 h 00 du lundi au vendredi.**

**AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE**  
Avis est par les présentes donné que, à la suite du décès de Claire PERRAULT, en son vivant retraitée et résidant au 27, rue des Cèdres, appartement 10, Saint-Etienne-de-Lauzon, province de Québec, G5L 1M8, survenu le neuf (9) février deux mille trois (2003), un inventaire des biens de la défunte a été fait par les liquidateurs successoraux, Solange THERRIEN et Ghislain THERRIEN, le dix (10) avril deux mille trois (2003), devant Me Robert L'Heureux, notaire, 105, rue de Brébeuf, Saint-Lambert-de-Lauzon, province de Québec, G5S 2W0. Conformément à la loi, cet inventaire peut être consulté par les intéressés, à l'étude de Me Robert L'Heureux, notaire, 105, rue de Brébeuf, Saint-Lambert-de-Lauzon, province de Québec, G5S 2W0. Donné ce dix (10) avril deux mille trois (2003). Solange THERRIEN Ghislain THERRIEN

« Au niveau du cinéma, **Le Soleil m'a permis de découvrir** les films indépendants, les films internationaux... »  
Éloïse Lajoie, Sainte-Foy

**Desjardins** Caisse Desjardins des fonctionnaires du Québec

**AVIS DE CONVOCATION**  
Aux membres de la Caisse Desjardins des fonctionnaires du Québec

Vous êtes, par la présente, convoqués à l'assemblée générale annuelle de votre Caisse qui aura lieu le mardi 29 avril 2003 à 19 heures simultanément aux deux endroits suivants :

- en direct de Québec à l'amphithéâtre Daniel-Johnson de l'édifice Marie-Guyart, 1035, rue De La Chevrotière ET
- au même moment, par vidéoconférence à Montréal au Holiday Inn Select, 99, avenue Viger Ouest, salon Dahlia

Les membres pourront prendre connaissance du rapport annuel et du rapport des activités du conseil de vérification et de déontologie, statuer sur la répartition des excédents annuels, déterminer l'intérêt payable sur les parts permanentes, le cas échéant, et prendre toute autre décision réservée à l'assemblée générale. Deux périodes de questions sont également prévues, l'une pour les membres du conseil d'administration et l'autre pour les membres du conseil de vérification et de déontologie.

Les membres seront appelés à se prononcer sur un projet de règlement visant à modifier les statuts de la Caisse en ajoutant, au lien commun actuel qui y est décrit, « les exécutifs de postes et de fonctions et les retraités ». Ils peuvent obtenir une copie du projet de règlement en s'adressant à la Caisse pendant les heures d'ouverture.

Veillez noter qu'il n'y aura pas d'élections en raison de la fusion avec la Caisse d'économie des employés de la Société des alcools du Québec au 1<sup>er</sup> septembre 2002. En effet, la convention de fusion a déterminé les termes d'office des dirigeants dont les prochains échoiront le 31 décembre 2003.

Tous les membres de la Caisse sont cordialement invités à participer à cette assemblée.

Le 13 avril 2003 **BIENVENUE À TOUS LES MEMBRES!**  
Roger Barrette, secrétaire

**APPEL D'OFFRES**  
PROJET  
École Sacré-Cœur - Réfection et mise aux normes des cages d'issues  
1930, rue De Frontenac, Arrondissement Jonquière  
Ville de Saguenay (Québec) G7X 4W3  
(n/d : CON-021-718)

PROPRIÉTAIRE  
Commission scolaire De La Jonquière  
3644, rue Saint-Jules, C.P. 1600  
Arrondissement Jonquière  
Ville de Saguenay (Québec) G7X 7X4  
Tél. : (418) 542-7551 / Téléc. : (418) 547-6785

ARCHITECTE  
Eric Painchaud, architecte  
1602-A, rue Gay-Lussac  
Arrondissement Jonquière  
Ville de Saguenay (Québec) G7S 3L1  
Tél. : (418) 548-3419 / Téléc. : (418) 548-8180

INGÉNIEURS (structure)  
Techno Concept - Experts-conseil  
3908, de la Bretagne  
Arrondissement Jonquière  
Ville de Saguenay (Québec) G7X 3W6  
Tél. : (418) 542-8880 / Téléc. : (418) 542-9163

INGÉNIEURS (électricité)  
Gemel inc.  
2876, rue Gamache  
Arrondissement Jonquière  
Ville de Saguenay (Québec) G7X 7V3  
Tél. : (418) 548-2630 / Téléc. : (418) 548-1139

Obtention des documents  
Au bureau de l'architecte, à partir du lundi 14 avril 2003.

Dépôt pour l'obtention des documents  
Soixante-quinze dollars (75 \$) sous forme de chèque visé au nom du propriétaire, la Commission scolaire De La Jonquière. Le chèque visé est non remboursable.

Garantie de soumission  
Chèque visé ou cautionnement au montant de quinze mille dollars (15 000 \$), valide pour trente (30) jours.

Visite de chantier  
Le mardi 22 avril 2003, 16 h 00, au 1930, rue De Frontenac, arr. Jonquière.

Dépôt et ouverture des soumissions  
Le 6 mai 2003 à 14 h 00, au 3644, rue Saint-Jules, arr. Jonquière.

Soumissionnaires  
Seules seront considérées aux fins d'octroi du contrat, les soumissions des entrepreneurs ayant un établissement au Québec ou, lorsqu'un accord intergouvernemental est applicable, au Québec ou dans une province ou un territoire visé par cet accord, et détenant, le cas échéant, la licence requise en vertu de la Loi sur le bâtiment (L.R.Q., c. B-1.1).

Le propriétaire ne s'engage à accepter aucune des soumissions reçues.

Donné à Ville de Saguenay, arrondissement Jonquière, ce 11<sup>er</sup> jour du mois d'avril 2003.

La Commission scolaire De La Jonquière  
3644, rue Saint-Jules, C.P. 1600  
Jonquière (Québec) G7X 7X4

Claude Fortin  
Directeur des services des ressources matérielles

**Le savoir de DURAND**

**BBQ**

**Broil King. Imperial 90**  
56m BTU grille en fonte  
**899\$**

**Les grilles en fonte sont idéales pour saisir les viandes comme les pros. Elles ont aussi l'avantage d'être plus durables et plus faciles d'entretien.**

**Broil King. Regal 20**  
50m BTU grille en fonte  
**479\$**

**Broil King. Crown 2**  
40m BTU grille en fonte  
**349\$**

**DURAND**  
QUINCAILLERIE • MATÉRIAUX • POÊLES & FOYERS

**BBQ**  
SERVICE REMPLISSAGE DE PROPANE

**DURAND**  
TOUJOURS OUVERT LE MERCREDI SOIR

**MODE ET CHAUSSURES**  
**EQUIPEMENTS ET ACCESSOIRES**  
**CAMPING ET VÊTEMENTS**

**9635, boul. de l'Ornière Québec 843-2223 www.durand.ca**

**Roulez avec plaisir**

**Mikado**

**Charlesbourg**  
24 vitesses EX Fire  
Dérailleur avant : Shimano C-202  
Dérailleur arrière : Shimano Alivio  
Grandeurs : 360-400-450-500-550-840 (femme)  
**61999\$**

**Miele**  
Une vie, un vélo

**Verona (hybride)**  
21 vitesses EX Fire  
Cadre en aluminium 6061-T6  
Tige de selle à suspension et potence ajustable  
Dérailleurs et pédalier Shimano  
**359\$**

**Miele**  
Une vie, un vélo

**TT 150 (montagne)**  
21 vitesses EX Fire  
Cadre en aluminium 6061-T6  
Moyeu avant et collier de selle à détachement rapide  
Dérailleurs Shimano  
**359\$**

**DURAND**  
**SPORT**  
DURAND GARANTIT LES MEILLEURS PRIX!

# Le bureau du PM nie que M. Bush ait annulé sa visite

OTTAWA (PC) — De passage chez lui, à Shawinigan, le premier ministre Jean Chrétien a indiqué hier ne pas avoir eu vent de la décision du président américain George W. Bush d'annuler son voyage à Ottawa, le 5 mai.

Jean Chrétien a toutefois indiqué qu'il comprendrait une telle décision puisque les États-Unis sont en guerre. Jim Munson, directeur des communications du bureau du premier ministre, a pour sa part contredit la manchette qui paraissait à la une d'un journal torontois d'hier voulant que le président américain ait annulé sa visite à Ottawa.

« Nous n'avons reçu aucune information officielle venant de Washington en ce sens, a dit Jim Munson. Mais nous savons qu'avec ce qui se passe en Irak, il est possible que la visite soit reportée. »

Un porte-parole de la Maison-Blanche qui n'a pas voulu se nommer a expliqué hier qu'il ne pouvait commenter. « Nous n'avons pas encore annoncé l'horaire du président pour le mois de mai. Je ne peux donc rien vous confirmer. »

Le *National Post* rapportait hier que George W. Bush avait annulé sa visite au Canada parce qu'il est mécontent de la position du Canada face à la guerre en Irak et des commentaires anti-américains énoncés par des membres du gouvernement de Jean Chrétien.

Le quotidien anglophone précisait également que le bureau du premier ministre a été mis au courant du report de la première visite du président américain à Ottawa par Condoleezza Rice, la conseillère de George W. Bush en matière de sécurité.

Des informations obtenues par Radio-Canada, hier, confirmeraient également le report de la visite présidentielle.

Toujours selon le *National Post*, qui cite une source anonyme, la goutte qui aurait fait déborder le vase et provoqué l'annulation de la visite est l'ordre donné au commodore Roger Girouard de la Force opérationnelle dans le golfe Persique de ne pas livrer aux Américains les membres du régime irakien.

## PRISONNIERS IRAKIENS

« On peut être de bonne foi et ne pas être d'accord avec la guerre, mais quelle est l'utilité d'avoir des militaires dans le golfe Persique si ces derniers ne participent pas à la capture des dirigeants irakiens ? Le Canada tente de plaire à tout le monde », a déploré la source.

## Selon le *National Post*, Bush pourrait même attendre la retraite politique de Jean Chrétien

Vendredi, Jean Chrétien a déclaré aux journalistes que si George W. Bush ne pouvait venir au Canada au début du mois de mai, il pourra se reprendre plus tard. « Je l'inviterai à un autre moment », a dit Jean Chrétien.

Le *Post* évoque également les propos d'un haut placé qui affirme que Claude Lavardure, le conseiller de Jean Chrétien en matière de politique étrangère, a discuté à plusieurs reprises avec Condoleezza Rice pour tenter d'en venir à une entente sur le report de la visite de George W. Bush, mais qu'ils n'ont pas encore pu s'entendre.

L'article de journal laissait même entendre que le président américain pourrait attendre que Jean Chrétien quitte ses fonctions de premier ministre avant de venir au pays.

# Remaniement majeur des sous- ministres fédéraux

OTTAWA — Alors qu'il se prépare à quitter son poste au début de l'année 2004, Jean Chrétien a voulu redonner un dernier coup de barre important à la fonction publique fédérale en procédant vendredi à un important remaniement touchant une vingtaine de postes clés. Plusieurs sous-ministres qui comptent de nombreuses années de service partiront au cours des prochains mois pour faire place à la relève issue presque tous de l'actuelle fonction publique. Ces changements touchent la haute gestion tant du Conseil privé que des ministères des Affaires étrangères, des Travaux publics, de l'Industrie, de la Défense, des Pêches et des Océans, des Anciens Combattants, de l'Agence des douanes, de l'Agence de développement économique, de l'Agence canadienne de développement international et d'autres organismes. (PC)

# Martin mécontent des remarques sur son âge

HALIFAX — Paul Martin a affirmé vendredi que les Canadiens ne voulaient pas entendre des plaisanteries au sujet de son âge au cours de la course à la direction du Parti libéral du Canada. Assistant au congrès des libéraux de la Nouvelle-Écosse, M. Martin a répliqué à son adversaire déclaré, le vice-premier ministre John Manley, âgé de 53 ans, qui, la veille, avait laissé entendre qu'il représentait la voie du changement pour les Canadiens, tant d'un point de vue politique que générationnel. M. Martin, qui a 64 ans, s'est dit déçu par les commentaires de son collègue du caucus libéral. « Les Canadiens ne veulent pas voir une bagarre, ils veulent assister à un débat d'idées », a-t-il affirmé. M. Manley avait aussi délégué M. Martin de présenter ses idées politiques. Celui-ci s'est tu à ce sujet, vendredi. (PC)

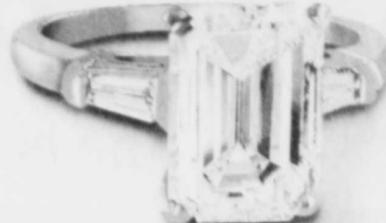
# ENCAN PUBLIC SANS RESTRICTION



Plus de 30 articles  
BIJOUX ACQUIS À L'ENTREPÔT  
DU GOUVERNEMENT



Bijoux de qualité  
Bagues  
Colliers  
Bracelets  
Diamants  
Rubis  
Émeraudes  
Saphirs



Beaucoup de  
montres suisses  
Rolex, Breguet,  
Audemars Piquet,  
Patek Philippe

Bague à diamant à taille émeraude 3 carats. Excellente qualité, très bonne taille.

Plus de 100 articles  
BIJOUX DE GRANDE VALEUR ET MONTRES SUISSES  
VENDUS PIÈCE PAR PIÈCE AU PLUS OFFRANT

• TAXES & DROIT D'IMPORTATION ACQUITTÉS •

ENDROIT: HÔTEL HOLIDAY INN SELECT  
395, RUE DE LA COURONNE, QUÉBEC, (QC)

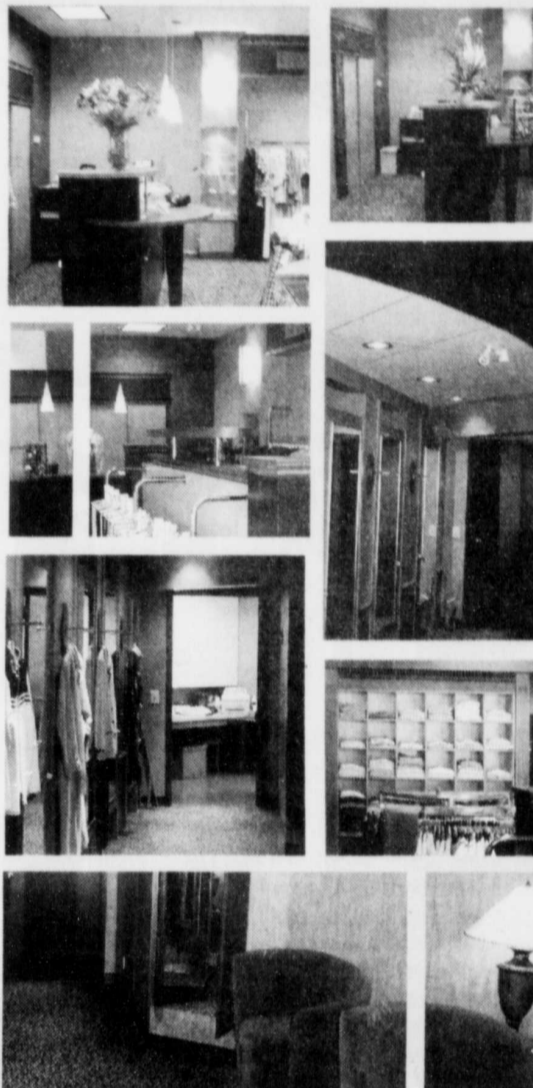
DATE: LE DIMANCHE 13 AVRIL 2003, À 14H PRÉCISES

INSPECTION PUBLIQUE ET INSCRIPTION À COMPTER DE 13H

Chaque article sera adéquatement inspecté. Inscription exigée à l'entrée. Contenus réservés à l'application. Vente aux enchères à succès ou échec. Les adjudications doivent être payées au moment de l'achat. Paiement comptant, cartes de crédit, mandat de paiement, mandat de dépôt, mandat de paiement. Téléphone: (514) 953-9000. 2003 Federal Auction Service, Inc. Entreprise agréée. Certificat de Brian Standards Institute Inc. Federal Auction Service n'est pas une entreprise gouvernementale. \*MART

www.federalauctionservice.com

DÉCOR HAUT DE GAMME  
pour vous accueillir et mieux vous servir



LUCETTE  
LAMONTAGNE  
bougie

MAINTENANT DANS UN LOCAL PLUS SPACIEUX  
828, avenue Myrand, Sainte-Foy | 681-0249

## Salon international du livre DE QUÉBÉC

Présidente d'honneur  
DENISE BOMBARDIER

### Programme ANIMATION ADULTE

	RENDEZ-VOUS LITTÉRAIRES	SCÈNE MÉDIAS	AUTRES ACTIVITÉS
DIMANCHE 13 AVRIL	11 h	Catherine Lachausse reçoit Elizabeth Gallat-Morin et Jean-Pierre Pinson, Jean-Pierre Guillet et Marie-France Cyr.	Emission <i>Bouquinville</i> en direct avec Stanley Pean (Société Radio-Canada).
	12 h	Séance publique de caricatures avec André-Philippe Côté.	
	12 h 30	Jean Fugère reçoit Arlette Cousture et Denis Vaugeois.	
	13 h 25	Capsule poétique <i>L'Hexagone à l'honneur</i> avec Karen Ricard.	
	13 h 30	Table ronde : <i>Médias et politique : qui décide ?</i> avec Robert Bernier, Normand Lester, Michel Vastel et Michel Venne. Animatrice : Madeleine Poulin.	Marie-Ginette Guay reçoit Larry Tremblay, Christian Morin et Lucie-Marie Magnan ainsi que Nathasha Beaulieu.
	14 h 30		Renée Hudon reçoit Carmen Boulosa, Georges Desmeules et Christiane Lahaie ainsi que Richard Foisy.
	14 h 45	Danielle Bombardier reçoit Stéphane Bourguignon (invité d'honneur), Gérard Bouchard et Claire Martin.	
	15 h 20		Capsule poétique <i>L'Hexagone à l'honneur</i> avec Nicole Brossard, Karen Ricard et Louise Warren.
	15 h 30		Marie-Ginette Guay reçoit Nicole Brossard et Lisette Girouard, Michel Leclerc et Olivier Dyens.
	16 h	Hommage à Sylvain Lelièvre.	
	17 h	Cérémonie de clôture	

INVITÉ D'HONNEUR  
STÉPHANE  
BOURGUIGNON

### Animation à l'Espace Jeunesse

**13 h 45 à 14 h 15**  
Animation sur *Amos Daragon*, porteur de masques - un jeune héros et sa mission mystérieuse au temps des chevaliers - conte et chansons inspirés de l'œuvre de Bryan Perro publiée aux éditions Les Intouchables, présentés par l'auteur (prix à gagner) (8 ans et plus)

**14 h 30 à 15 h**  
Le cadeau de Cornemuse, par Bagou et Kounga de l'émission *Cornemuse* de Télé-Québec (3-8 ans)

**15 h 15 à 15 h 45**  
Cocoricooo! Une présentation des Bibliothèques publiques de Québec et Chaudière-Appalaches, avec la collaboration de Recto-Verso (3-12 ans)

**16 h à 16 h 30**  
Récital des lauréats du concours international *Galaxie jeune poésie francophone 2003* de la Société des écrivains canadiens (section de Québec), présenté par Huguette Orly (7-12 ans)

**19 h à 20 h**  
Rencontre d'auteurs bédésistes : Line Arsenault (éd. Les 400 coups), Tristan Demers (éd. Mille-Îles), Frank Le Gall (éd. Dupuis) et Samuel Parent (éd. Michel Quintin) (8 ans et plus)

**11 h à 11 h 45**  
MariMusette, musiques, contes et marionnettes en Nouvelle-France, présenté par L'Atelier du conte en musique et en images, suivi du lancement du CD de Philippe Gélinas à Québec (4-12 ans)

**12 h 30 à 13 h**  
Cocoricooo! Une présentation des Bibliothèques publiques de Québec et Chaudière-Appalaches, avec la collaboration de Recto-Verso (3-12 ans)

**13 h 15 à 13 h 45**  
Rencontres d'auteurs d'albums : Chrystine Brouillet (éd. La courte échelle) Marie-Danielle Croteau (éd. Dominique et compagnie) et Luc Durocher (éd. Banjo) (3-8 ans)

**14 h à 14 h 30**  
Une surprenante conférencière, d'après le personnage de *Mademoiselle Charlotte* créé par l'auteure Dominique Demers, présenté par Animagination en collaboration avec les éditions Québec Amérique et Téléfiction (prix à gagner) (6 ans et plus)

**14 h 45 à 15 h 15**  
Rencontres d'auteurs : Dominique Demers (éd. Québec Amérique), Anique Poitras (éd. Dominique et compagnie, Québec Amérique) et Francine Ruel (éd. du Musée du Québec) (7-12 ans)

**15 h 30 à 16 h**  
La Librairie, extraits de la pièce de théâtre originale et humoristique de Marie-Josée Bastien, présentés par le Théâtre du Gros Mécano et des comédiens (7 ans et plus)

**16 h 15 à 16 h 45**  
Remise des prix des concours jeunesse pour les 3-12 ans (préscolaire et primaire) et les 12-17 ans (secondaire) (pour tous)

**17 h à 17 h 30**  
Les petits violons du printemps, concert de clôture par de jeunes violonistes de la région de Québec, sous la direction de Karina Laliberté et de Marie-Eve Dumontet, à la scène des Rendez-vous littéraires (pour tous)

Dans  
**VANIER** ADQ  
ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

« L'avenir autrement »

Avec  
**NORMAND MORIN**

Résident du comté de Vanier depuis plus de 11 ans

Enseignant au secondaire à la C. S. de la Capitale depuis 15 ans

Vice-président de l'Association de défense des jeunes enseignants du Québec (ADJÉQ)

### Mes priorités pour le comté de Vanier :

- Prolongement de l'autoroute du Vallon en boulevard urbain intégré à son environnement
- Soutien accru aux organismes communautaires
- Aide aux jeunes familles (congés parentaux, places en garderies)
- Construction de logements sociaux
- Création d'un parc urbain le long de la rivière Saint-Charles (parc linéaire) et aménagement des autres parcs
- Aide aux aînés (soins de santé, soutien à domicile)

« C'est le temps de changer...  
changer pour vrai »

Le 14 avril,  
je vote **ADQ**  
ACTION DÉMOCRATIQUE DU QUÉBEC

www.silq.org

**AUJOURD'HUI DERNIÈRE JOURNÉE**  
Centre des congrès de Québec • 649-5247

PRIX D'ENTRÉE 2\$ Gratuit pour les enfants de 12 ans et moins accompagnés d'un adulte.

Dimanche 10 h à 18 h

Autorisé et payé par Normand Lantagne, agent officiel de Normand Morin

# OPINIONS

BILAN DE CAMPAGNE

## Des projets controversés... ...et une course à deux plus qu'à trois!

Réjean Pelletier

Professeur titulaire au département de science politique de l'Université Laval

La deuxième moitié de la campagne électorale s'est animée après le débat des chefs. Déclaré vainqueur, Jean Charest a redonné momentanément espoir aux troupes libérales qui, 10 jours plus tard, réalisaient des gains auprès de l'électorat: le PLQ se retrouve maintenant devant le PQ dans les sondages, mais traîne encore légèrement de l'arrière dans le vote francophone, lequel sera déterminant le 14 avril.

Ni vainqueur, ni vaincu, Bernard Landry a senti le besoin d'accélérer le rythme au lendemain du débat des chefs pour conserver son avance chez les francophones. Reprenant les thèmes de la saine gestion du gouvernement (déficit zéro), d'une croissance économique que le Québec n'a pas connu depuis longtemps, de la conciliation travail-famille, il aura finalement réussi à imposer ses thèmes et à esquiver les questions sur la santé.

Classé au troisième rang lors du débat des chefs, Mario Dumont n'a fait que confirmer la troisième place qui échoit à ce parti. Aucun de ses thèmes favoris n'est perçu comme dominant le débat électoral, probablement parce qu'ils ont été tellement discutés et attaqués avant et au début de la campagne que les reculs effectués par le chef rendent maintenant ses propositions moins dangereuses... ou moins attrayantes. Certes, le développement des régions demeure un thème majeur pour l'ADQ, mais c'est également le cas pour les deux autres partis, ce qui ne lui permet pas de se démarquer du PQ et du PLQ.

### PROJETS À PROBLÈMES

Le chef libéral, même s'il a tenté de s'en dédouaner, a entraîné comme un boulet sa position sur les «défusions» des nouvelles villes. Le rappel des balises qu'il a fixées, à cet égard, ne peut empêcher les citoyens de considérer ce projet comme une source de grandes divisions pour l'avenir. Si ce projet est mené à terme, il contribuera à opposer les villes riches aux villes plus pauvres et, sur l'île de Montréal, les municipalités anglophones aux municipalités francophones. Dans tous les cas, l'idée d'un partage des ressources et d'un rapprochement des communautés sera fortement ébranlée, sinon totalement remise en question. Ce projet ne contribuera qu'à créer des divisions encore plus profondes et à provoquer le chaos dans les nouvelles villes. C'est un projet à ranger au placard.

### Aucun des trois partis ne peut prétendre avoir de solution miracle au problèmes du système de santé

Comme on le constate de plus en plus, le cadre financier proposé par le Parti libéral semble moins assuré qu'autrefois. Outre le fait qu'il ne tient pas compte de l'équité salariale, ni des prochaines conventions collectives, il est difficile de maintenir en même temps des baisses d'impôt significatives et des augmentations dans les budgets de la santé et de l'éducation, surtout que les coûts en santé croissent d'une façon démesurée d'une année à l'autre. Ce secteur apparaît de plus en plus comme un gouffre sans fond. En réalité, aucun des trois partis en présence ne peut prétendre avoir «la solution» pour mettre fin à ses crises récurrentes. Le laisser croire à la population relève de la pensée magique.

Le développement des régions a rallié tous les partis. Mais il faut s'engager dans cette voie avec beaucoup de prudence car cela peut conduire à des surenchères entre régions pour assurer leur développement économique, ce qui serait finalement une source de gaspillage. De même, décentraliser un certain nombre de ministères en mettant en place des antennes dans les grandes régions ne peut que conduire à l'augmentation des effectifs de la fonction publique, et non à une réduction de la taille de l'État, sans qu'il y ait une garantie correspondante que le travail sera mieux assuré parce qu'il est fait en région... Enfin, donner aux régions un pouvoir de taxation en l'état actuel des choses accroîtra les inégalités entre elles, à moins que le gouvernement québécois n'intervienne pour assurer une forme de péréquation. Ce qu'il fait déjà, d'une certaine façon, par ses interventions ponctuelles. Bref, la régionalisation «mur à mur» ne m'apparaît pas souhaitable.



Les derniers sondages laissent croire que le Parti libéral du Québec pourrait retourner à l'Assemblée nationale en tant que gouvernement.

Finalement, le futur gouvernement ne devra s'engager dans «la semaine de travail de quatre jours» qu'après de longues discussions avec tous les secteurs intéressés par cette question afin de bien préciser et bien baliser les modalités d'application et les conditions de financement d'un tel projet. On ne peut s'engager dans cette voie en faisant l'économie de longs débats qui prendront le temps nécessaire pour le mettre en place. Fixer au départ une date fétiche m'apparaît prématuré.

Les derniers sondages laissent entrevoir une victoire du Parti libéral

qui jouit d'une avance suffisante dans l'ensemble de la population et d'un léger retard en milieu francophone.

Il faut aussi se rappeler que le vote libéral est habituellement sous-estimé dans les sondages du fait que les personnes âgées, où le PLQ a de fortes assises, sont plus réticentes à révéler publiquement leur choix. Par ailleurs, des sondages régionaux, comme dans la région de Québec et en Mauricie, indiquent qu'une lutte à trois dans quelques circonscriptions est toujours réelle et que, dans ces

cas, il devient plus difficile d'indiquer quel parti l'emportera.

Dans ces circonstances, on ne peut donc exclure l'élection d'un gouvernement libéral majoritaire et un effondrement de l'ADQ qui ne réussirait à faire élire que quelques députés. Par ailleurs, le PQ, qui partait d'une situation désastreuse il y a quelques mois, devrait réussir à sauver les meubles et à se maintenir dans la lutte jusqu'à la fin. Comme toujours, c'est l'électorat qui aura le dernier mot le 14 avril. Il est bon qu'il en soit ainsi, sinon les élections deviendraient inutiles.

## Des programmes et des questions

Daniel Maltais

Professeur à l'École nationale d'administration publique (ENAP)

À la suite des articles publiés du 24 au 27 mars, des lecteurs ont soumis des questions qui ont été soumises à des candidats du PQ, du PLQ et de l'ADQ. Voici les réponses fournies par l'ADQ et le PLQ (le PQ n'a pas donné suite).

□ **Quel parti s'engage à «ouvrir» des emplois de bénévoles (un, deux ou plus jours/semaine) où on comptabilisera le temps donné, lequel pourrait servir comme expérience de travail, par exemple?**

L'ADQ propose de simplifier les relations entre le gouvernement et les organismes communautaires et d'augmenter leur financement public. Il propose également de reconnaître formellement les compétences professionnelles acquises en emploi (bénévole?). Le PLQ veut encourager l'implication bénévole des jeunes et mettre à contribution les bénévoles qui offriraient des services de mentorat aux étudiants du secondaire.

□ **Plusieurs femmes ont choisi de laisser leur emploi, acceptant de vivre avec un seul salaire, pour s'occuper de leurs enfants. On n'a jamais reconnu le travail de ces travailleuses. Que prévoient les partis à ce chapitre?**

Pas de reconnaissance directe du rôle de ces femmes par le PLQ si ce n'est plusieurs mesures fiscales qui profiteront aux familles et indirectement aux «travailleuses» à la maison. L'ADQ entend remettre au parents, sous forme de «bons», la subvention gouvernementale actuellement consentie aux garderies. Les parents qui gardent eux-mêmes leur enfant pourront en encaisser une partie, soit 1560\$ par enfant par année.

□ **Est-ce que tous les partis politiques refuseraient plus de 20 millions en subvention du gouvernement fédéral parce ce dernier demande, en retour, de mettre en vue le drapeau du Canada (le cas de l'aquarium)?**

Sur cette question, tant l'ADQ que le PLQ ne refuseraient pas de mettre en vue le drapeau du Canada en retour d'une telle contribution que les Québécois, rappellent-ils, financent de toute manière par leurs impôts...

□ **Quel parti s'engage à indexer pleinement au coût de la vie ma rente de la CARRA?**

Malheureusement, tout en étant sensibles à cette préoccupation, ni le PLQ ni l'ADQ ne prévoient indexer votre rente.

□ **La loi 102 adoptée le 29 novembre 2000 a porté un dur coup aux pensionnés en les relayant dans l'oubli et l'anonymat quant à la gestion de leur caisse de retraite.**

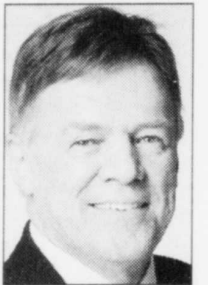
Le PLQ répond qu'il corrigera ces iniquités en faisant adopter une loi qui reconnaît à tous les bénéficiaires un droit de regard dans l'utilisation des surplus actuariels. L'ADQ, qui a dénoncé le caractère discriminatoire de cette loi, s'engage à améliorer la transparence dans la gestion de ces fonds mais ne prend pas d'engagement visant spécifiquement les retraités.

□ **Quelle est la politique des partis politiques relativement au départ des sièges sociaux de la capitale (vers Montréal)? Accepteraient-ils de rapatrier à Québec les nombreux sièges sociaux démenagés à Montréal au cours des derniers 20 ans? Sont-ils prêts à s'objecter à la décision de démenager la TELUQ à Montréal?**

Ni le PLQ ni l'ADQ ne proposent de rapatrier les sièges sociaux démenagés. L'ADQ veut renforcer le rôle de Québec comme capitale et appuyer son développement comme techno-région. Le PLQ veut renforcer le rôle de Québec comme lieu de pouvoir notamment en y installant un Bureau de négociations sur le déséquilibre fiscal et un Centre de la francophonie. Pour ce qui est de la TELUQ, le PLQ comprend qu'il ne s'agit pas d'un démenagement mais d'une réorganisation.

□ **Je suis d'avis que le système syndical au Québec est un des joueurs importants pour notre niveau et qualité de vie. Les partis politiques partagent-ils cet avis?**

Le PLQ est somme toute d'accord avec votre position en rappelant qu'il est le parti qui a permis la syndicalisation des employés du secteur public. Tout en reconnaissant leur apport, l'ADQ souhaite restaurer l'équilibre dans l'organisation du travail du secteur public afin d'y amener une plus grande flexibilité.



Daniel Maltais

## Omissions, réductions, manques de nuances

Patrick Cluzeau

L'auteur habite Sainte-Foy

(À Annie Desaulniers et Daniel Maltais)

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai lu vos articles (LE SOLEIL, du 24 au 27 mars). Votre analyse comparative est très intéressante. Je vous félicite pour l'originalité de votre réflexion. J'ai toutefois noté quelques failles dans le contenu du bulletin des partis qui ont des conséquences majeures sur les scores totaux, ce qui pourrait influencer les indécis. Il s'agit d'omissions, de réductions et de manques de nuances.

Ainsi, votre analyse sur les finances publiques: aucun des quatre thèmes retenus dans votre tableau n'en traite. Ne pas inclure un thème comme la réduction de la dette peut nuire au score de l'ADQ dans son sous-total. De même, ne pas inclure la réduction des impôts peut désavantager l'ADQ et le PLQ par rapport au PQ.

D'autre part, plusieurs autres thèmes tels, notamment, la culture, les mines et la forêt, le développement énergétique, l'agriculture, l'aide aux entreprises, les fusions municipales, l'interventionnisme de l'État tant débattu récemment n'ont aucunement été abordés. Ils gagneraient à l'être.

### LES RÉDUCTIONS

L'éducation faisait l'objet d'un thème le mardi (5. Frais de scolarité, programmes de prêts et bourses) et d'un autre le mercredi (9. Éducation au primaire et au secondaire). Si l'on attribue un poids de 2 à chacun des 13 thèmes énumérés, l'important thème de l'éducation vaut 4 points, sur un total de 26. C'est bien peu.

Quant à la santé, elle a fait l'objet d'un seul thème le jeudi (13. Services de santé). Il vaut donc uniquement 2 points sur 26. Non seulement c'est très peu, mais c'est carrément insuffisant. L'absence de thèmes plus nombreux concernant la santé peut nuire à tous les partis politiques, plus particulièrement au PLQ.

Devant la variété de sujets qui concernent cette question majeure et fort débattue, il m'apparaît essentiel de distinguer plusieurs thèmes. A titre d'exemple, je mentionnerai les soins à domicile, l'assurance-médicaments et les soins en milieu hospitalier.

### MANQUE DE NUANCES

Je comprends aisément votre effort pour constituer une grille d'analyse simple exigeant le moins de calculs possibles. Cette recherche de simplicité engendre toutefois un manque de nuances. Il en découle une évaluation discutable pour le score de chaque parti.

Le premier manque de nuances concerne le poids accordé à chaque thème, soit 1, soit 2, selon la méthode proposée. Or, pour chacun d'entre nous, le poids des thèmes région diffère, parfois beaucoup, de celui de la taille de l'État, du soutien à la famille ou des services de santé... On aurait pu offrir un poids s'échelonnant de 1 à 5 pour chaque thème, 1 signifiant « aucune importance » et 5 signifiant « très important, majeur ».

Le second manque concerne le score de chaque parti pour chacun des thèmes choisis, soit 0, soit 1, selon la méthode proposée. Or, dans le programme des partis, les mesures proposées sont autre chose que bonnes ou mauvaises, convenant ou non. On aurait pu offrir un score s'échelonnant de 1 à 5 pour chaque mesure, 1 signifiant « totalement inappropriée » et 5 signifiant « totalement appropriée ».

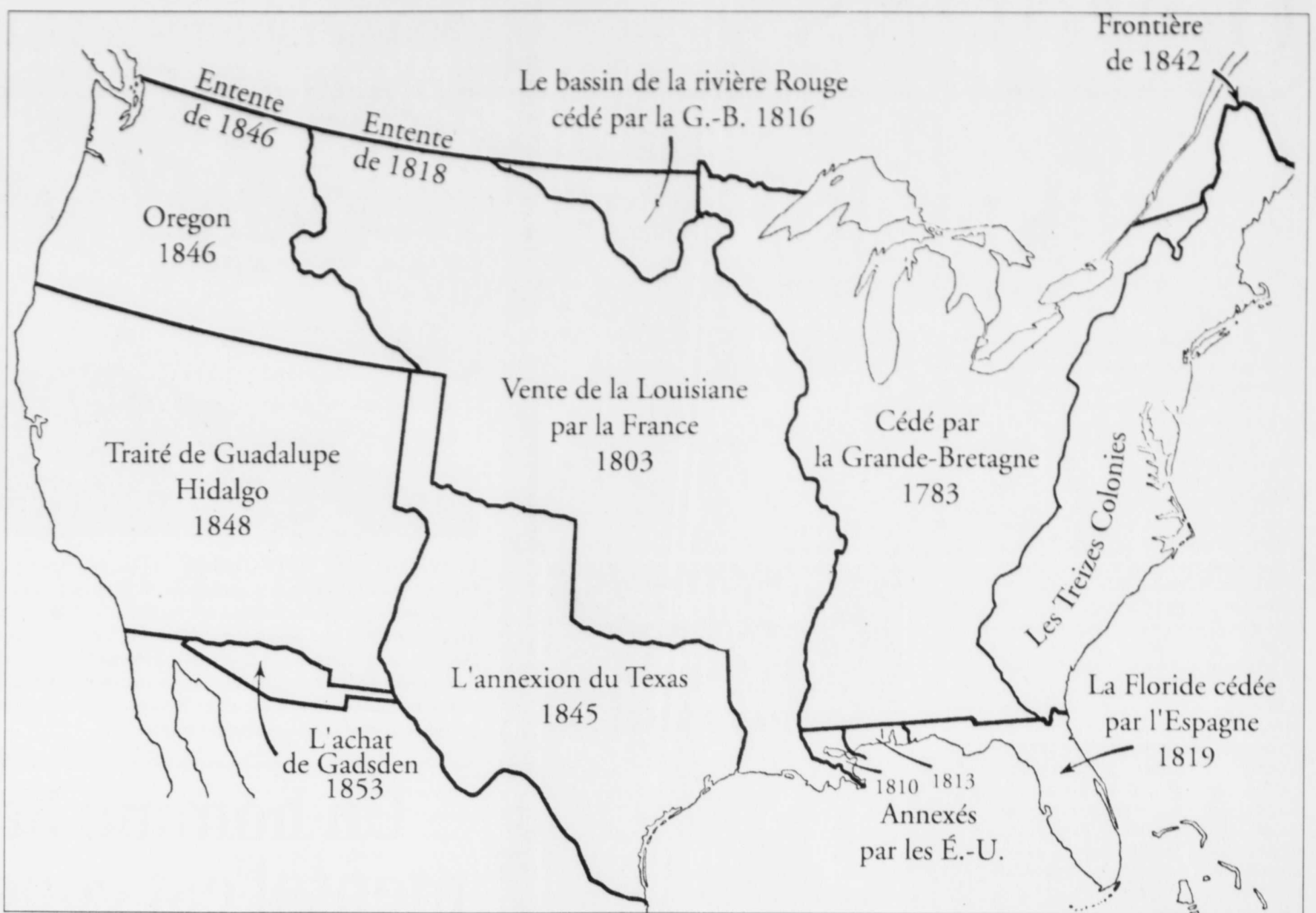
En conclusion, votre analyse et votre démarche sont intéressantes mais perfectibles. Elles sont même prometteuses, car il n'y a pas que les indécis qu'elles peuvent aider à faire un choix éclairé.

## Réplique

Daniel Maltais

ENAP

Merci pour vos commentaires. Tout à fait d'accord que le bulletin des partis manquait de rigueur. Sans vouloir nous excuser, cela s'explique par un souci de simplicité. L'idée était de rejoindre, d'intéresser les indécis en exigeant d'eux un minimum d'efforts. Ce qui explique la simplicité, peut-être le simplisme, du bulletin. De même avons-nous pris le risque de retenir ce qui nous semblait être les principales préoccupations des trois groupes d'âge, évitant certains sujets que d'autres auraient pu juger importants. Deux des trois partis nous ont fait le reproche de ne pas avoir reproduit tout ce qu'ils avaient prévu sur les questions soulevées. Nous l'acceptons mais en rappelant que ces informations provenaient des seuls plans d'action des partis, ne retenant que l'essentiel.



Les États-Unis ont acquis leur forme actuelle en une dizaine d'étapes, à partir du noyau des Treize Colonies situées entre les Appalaches et l'océan Atlantique. Au moment de leur indépendance, en 1783, l'Angleterre, devenue maître de l'Amérique du Nord en 1763, cède à la jeune république le territoire au sud des Grands Lacs jusqu'au fleuve Mississippi. En 1803, Napoléon, qui vient de se faire rétrocéder, par l'Espagne, le bassin ouest du Mississippi l'offre aux États-Unis. Le mouvement d'expansion est donné.

# Les États-Unis, gendarmes de la planète

C'était écrit dans leur histoire...

Denis Vaugeois

Auteur d'« America », publié aux Éditions Septentrion, l'auteur est éditeur et historien. Il participait, hier, à une causerie au Salon international du livre de Québec, lequel se termine aujourd'hui au Centre des congrès de Québec.

Les États-Unis sont actuellement en froid avec la France. Et très sérieusement. Pourtant, n'est-ce pas Colin Powell qui a cherché à dédramatiser la situation en rappelant la longue amitié entre les deux pays? Sans l'aide de la France, les Treize Colonies auraient quand même réussi leur indépendance, mais beaucoup plus tard et avec encore plus de difficultés. À l'origine, seulement le tiers des Américains voulaient se séparer de l'Angleterre, première puissance de l'époque. L'aide financière et militaire de la France fit la différence. Ce n'est pas un hasard si le traité qui reconnaît la naissance des États-Unis fut signé à Paris en 1783.

La jeune république, The United States of America, s'étendait de la côte Atlantique au fleuve Mississippi, sa population étant surtout concentrée face à l'océan. Avec les années, l'ouest des Appalaches se peupla et deux nouveaux États virent le jour, le Kentucky et le Tennessee. Pour les habitants de ces régions, le Mississippi était le lien naturel avec la mer; encore fallait-il s'entendre avec les Espagnols, maîtres de la rive ouest, et La Nouvelle-Orléans sur la rive est. Les Américains y parvenaient tant bien que mal, mais l'inquiétude puis la colère s'installèrent quand ils apprirent que Napoléon entendait se faire rendre la Grande Louisiane.

L'apprenant, le nouveau président, Thomas Jefferson, grimpa dans les rideaux. Pour lui, il n'y avait pas 25 solutions: les États-Unis devaient, coûte que coûte, contrôler La Nouvelle-Orléans. Des émissaires partirent pour la France afin de la convaincre de céder cette ville stratégique. Sinon, ce sera la guerre!

### 1803: RIVAL À L'ANGLETERRE

Humilié en Haïti, désireux de créer un rival à son ennemie l'Angleterre, Napoléon prit tout le monde par surprise. Il offrit de vendre non seulement La Nouvelle-Orléans, mais tout le bassin ouest du Mississippi, un territoire de 900 000 milles carrés, l'équivalent de la superficie des États-Unis d'alors. Il était conscient de créer ainsi une nouvelle puissance, c'était son intention même s'il ne pouvait soupçonner à quel point ce serait le cas. En 1803, les États-Unis achetèrent donc la Grande Louisiane, y créant, progressivement, 13 nouveaux États.

Personne n'avait prévu ou voulu ce qui allait arriver: en 50 ans très exactement, les États-Unis, un pays côtier, deviendront une partie de continent, de l'Atlantique au Pacifique. Si Jefferson n'avait jamais songé à un tel achat, il espérait trouver une voie navigable à travers le continent, du Mis-



L'historien Denis Vaugeois voit dans la façon dont le territoire américain s'est agrandi au XIX<sup>e</sup> siècle des enseignements pour comprendre le comportement actuel des États-Unis.

issippi au Pacifique. Depuis 400 ans, depuis Christophe Colomb, les Européens en rêvaient!

Jefferson, un homme instruit, passionné de géographie, a en tête une route probable via le Missouri puis le Columbia. Ce sera la fameuse expédition dirigée par Lewis et Clark. Cette expédition, conduite de 1804 à 1806, réussira, entre autres, grâce au savoir-faire des Canadiens et à la collaboration des Indiens.

Dès 1803, 1804 ou 1806, plus rien ne sera pareil. Les Américains entrent en guerre avec les Britanniques, puis avec les Mexicains qui réalisent leur

indépendance et, au sud, succèdent aux Espagnols. L'ouest des Rocheuses est convoité: des Russes, des Britanniques et des Espagnols visitent les Indiens, des Mexicains et des Canadiens s'y installent. Qui l'emportera?

Les terres de l'Oregon font rêver immigrants et colons de l'est. Le Missouri et le Columbia ne constituent pas une route praticable; d'autres comme la rivière Platte, donneront naissance à la célèbre piste de l'Oregon. Les charriots des pionniers s'y lancent tandis que les troupes américaines envahissent le Texas et se rendent jusqu'à Mexico. En 1853, tout est complété: les frontières actuelles sont en place, d'est en ouest, du nord au sud. Les États-Unis sont devenus une partie du continent; ils se prendront bientôt pour tout le continent!

Devant cette marche inexorable vers l'ouest qui anéantit les Indiens et repousse impitoyablement les Mexicains, et fermement les Britanniques, on cherche à comprendre. Comment expliquer cette fougue, ce déferlement, cette fureur, cette violence? La réponse des Américains, comme pour bien des conquérants, est absolument déconcertante: « Ainsi le veut la Providence! » « C'est notre destin. » Puis, tout naturellement, les Américains se proposent comme les maîtres du continent. « We are America! », « Nous sommes l'Amérique, et que ce soit bien compris, aucune puissance étrangère ne sera tolérée dans les Amériques. » C'est la fameuse doctrine Monroe (1823), du nom d'un président des États-Unis qui fut l'un des négociateurs du Louisiana Purchase.

Le jour devait venir où « l'Amérique » se proposerait en gendarmes de la planète. Ce jour est arrivé. Il n'est plus

du domaine de l'historien. Le passé est toujours utile pour comprendre le présent.

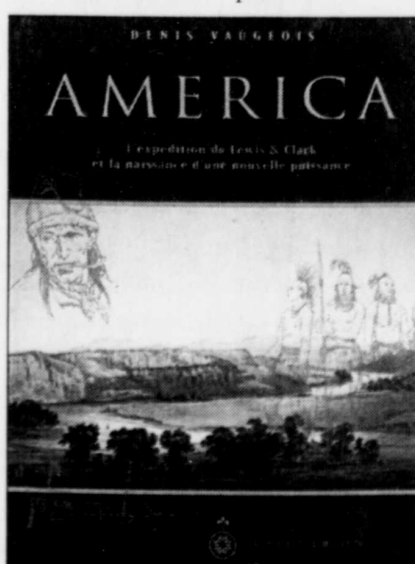
Les États-Unis d'aujourd'hui viennent de cette « Amérique » qui naît entre 1803 et 1853. Un moment riche en enseignement. À elle seule, l'histoire du Texas éclaire beaucoup de choses. Ce genre de concept n'est pas à la mode, mais les traditions sont incontournables. Le Texas fut un temps une zone neutre, démilitarisée, sans autorité, refuge de fugitifs, de hors-la-loi de toutes sortes où justement chacun faisait sa loi. Il fallait tirer le premier!

Les dettes, si dettes il y a, des États-Unis envers la France sont bien lointaines et ne pèsent plus sur le présent. Il y en a une autre toutefois, plus lointaine, moins pesante, plutôt amusante, qui est une sorte de pied de nez. L'origine du mot *America*.

Colomb avait rencontré des terres inconnues alors en route vers les Indes. Il se crut rendu à destination, nomma Indiens ses habitants, blé d'Inde le maïs; plus tard, on aura la poule d'Inde (dinde), le cochon d'Inde. Sur ses traces viendront d'autres navigateurs vite convaincus d'être en présence de terres nouvelles. Parmi eux, Amerigo Vespucci qui s'empressa de raconter ses aventures. Ses lettres circulent en Europe et des géographes et cartographes de Saint-Dié en Lorraine (France) s'enthousiasment pour ses récits. Comme ils achevent la rédaction d'une nouvelle cosmographie universelle, ils décident de trouver un nom à ce nouveau continent. Pourquoi pas un nom féminin comme Asia, Europa, Africa? Ainsi « America » fut inscrit sur l'immense carte en préparation tandis que les rédacteurs qui écrivaient en latin déclinaient *America* dans leur texte. Nous sommes en 1507.

Lorsque les savants de Saint-Dié réalisèrent que Christophe Colomb avait précédé Vespucci, il était trop tard. « America » avait déjà été adopté par d'autres cartographes, dont le grand Mercator. Si le président George W. Bush en vient à apprendre l'origine du nom *America*, peut-être choisira-t-il de le laisser tomber pour ne retenir que United States. Quand on est une partie de l'Amérique en tant que Canadien et/ou Québécois, on ne peut que le souhaiter. Il nous resterait à remplacer Américains par États-Uniens, tout en souhaitant ne pas être parmi les prochaines cibles comme membres appréhendés de l'« axe du mal ». Il ne semble pas nécessaire en effet de cacher des armes de destructions massives *made in Germany*, de posséder un arsenal militaire *made in France* ou des matières suspectes *from U.S.A.* pour être dans la mire du géant.

Les Américains, de leur côté, ont en mémoire la dernière grande guerre. Ils trouvent l'Europe bien ingrate, la France en particulier. Finalement, l'histoire est peut-être une discipline utile. La mémoire est si sélective et si faible.



En 1803, le Missouri, qui apparaît sur la couverture d'« America », est habité par de nombreuses tribus indiennes et fréquenté depuis longtemps par des Canadiens. Une vingtaine d'entre eux participèrent, à un titre ou l'autre, à l'expédition dirigée par deux Américains, Lewis et Clark.

# Passez de 0 à 60...

mois, sans payer d'intérêt.\*



## CLIMATISEZ À VOLONTÉ

**0%** À L'ACHAT  
JUSQU'À  
60 MOIS\*

**Climatiseur  
à nos frais  
ou crédit équivalent\***

**0\$** À LA LOCATION  
GM paie la 1<sup>re</sup> mensualité\*\*  
GM paie le dépôt de sécurité\*\*\*

**0\$** À LA LOCATION  
AUCUN  
COMPTANT\*\*\*

SUNFIRE PONTIAC



**264 \$/mois<sup>††</sup>**  
0\$ comptant

LOCATION	MEUSALITÉ	COMPTANT	SUNFIRE SLX 4 PORTES AVEC CLIMATISEUR À NOS FRAIS*
48 MOIS	264\$ 198\$	0\$ 3 136\$	• Transmission automatique à 4 vitesses • Climatiseur • Vitres, portes et miroirs à commandes électriques • Modèle redessiné (intérieur et extérieur) • Plus grande maniabilité • Moteur 2.2 litres ECOTEC de 140 HP à DACT • Banquette arrière rabattable divisée 60/40 • Phares antibrouillard • Moulures latérales de la couleur de la carrosserie • Deux sacs gonflables à l'avant • Télédeverrouillage des portes Ailleron arrière • Radio AM/FM stéréo avec lecteur CD et 6 haut-parleurs

Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur, sans franchise

**209 \$/mois<sup>††</sup>**  
0\$ comptant

LOCATION	MEUSALITÉ	COMPTANT	SUNFIRE SL 4 PORTES AVEC CRÉDIT CLIMATISEUR*
48 MOIS	209\$ 168\$	0\$ 1 949\$	• Modèle redessiné (intérieur et extérieur) • Plus grande maniabilité • Moteur 2.2 litres ECOTEC de 140 HP à DACT • Boîte manuelle Getrag 5 vitesses • Banquette arrière rabattable divisée 60/40 • Phares antibrouillard • Moulures latérales de la couleur de la carrosserie • Tachymètre • Roues de 14 po • Deux sacs gonflables à l'avant

Garantie 5 ans ou 100 000 km sur le groupe motopropulseur, sans franchise



Vos concessionnaires  du Québec

L'Association des concessionnaires Pontiac Buick GMC du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant aux modèles neufs 2003 en stock suivants: Sunfire SLX (23869/158, M30, C60, T43) et Sunfire SL (23869/107A). Photos à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit de GMAC. Frais reliés à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits payables à la livraison. \* Offre valide en autant que le consommateur prenne livraison du véhicule ou plus tard le 2 juin 2003. S'applique à l'achat ou à la location. Le climatiseur doit avoir été installé en usine sur le véhicule en stock ou un crédit de 999 \$ sera offert. La taxe d'accise applicable au climatiseur est à la charge du consommateur. \*\* Taux de financement à l'achat de 0 % disponible pour des termes allant jusqu'à 48 mois. \*\*\* Conditions applicables à la location pour des termes allant jusqu'à 48 mois, premier versement mensuel (taxes incluses) payé par General Motors. \*\*\*\* À la location, aucun versement initial requis et dépôt de sécurité payé par General Motors. Le dépôt ne sera pas remis au consommateur à la fin de la période de location. \*\* Paiements mensuels basés sur un bail de 60 mois avec versement initial ou échange équivalent (voir tableaux). À la location, transport et préparation inclus. Immatriculation, assurance et taxes en sus. Frais de 12 \$ du km après 80 000 km. \*\* Ces mensualités à la location tiennent compte des crédits applicables. L'offre de financement à l'achat et celle du climatiseur ne s'appliquent pas aux Vibe, Corvette, Cadillac, Hummer, fourgonnettes passagers et marchandises/coupees, Sierra/Silverado 2500/3500 cabines classiques et allongées (sauf C&P), Sierra/Silverado 2500/3500 à cabine multipièce et chéris-cabine, Sierra/Silverado 3500 HD chéris-cabine (style reparté) et aux camions série W et poids moyens. L'offre de financement à l'achat ne s'applique pas non plus aux Tahoe, Yukon, Yukon Denali, Suburban, Yukon XL et Yukon XL Denali. Ces offres sont exclusives et ne peuvent être jumelées à aucun autre programme incitatif d'achat ou de location à l'exception des programmes de La Carte GM, des Diplômes et de GM Mobilité. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange de véhicules entre concessionnaires peut être requis.

Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à [gmcanada.com](http://gmcanada.com) ou au 1 800 463-7483.

## 700 personnes à la JMJ de Québec



Environ 700 personnes étaient réunies au gymnase du couvent des Ursulines de Québec pour la Journée mondiale de la jeunesse, hier. À ne pas confondre avec les Journées mondiales de la jeunesse, qui ont eu lieu à Toronto l'an dernier et qui se dérouleront en Allemagne en 2005. « La Journée mondiale de la jeunesse, ça se passe toujours une semaine avant Pâques dans chacun des diocèses », précise le responsable des communications diocésaines de Québec, René Tessier. Remise de la croix, catéchèse de l'archevêque Marc Ouellet, procession extérieure et messe des Rameaux: les nombreux jeunes rassemblés ont célébré en grand l'ouverture de la Semaine sainte. É. F.

## Un homme handicapé mental est condamné à la prison à vie pour meurtre

■ MONTRÉAL (PC) — En 1978, après avoir assassiné une fillette de 12 ans avec qui il commettait des vols de dépanneurs, Serge Paré, alors âgé de 17 ans, a été acquitté en raison de troubles mentaux et a été envoyé à l'Institut Philippe-Pinel pour y être traité. Le 6 août 2002, soit peu de temps après avoir été libéré, il récidivait en étranglant sa concubine du moment, Lise Laporte, 35 ans.

L'homme de 42 ans a plaidé coupable récemment à une accusation de meurtre non prémédité pour ce crime et a écopé, vendredi, de la prison à vie sans possibilité de libération conditionnelle avant 14 ans.

En raison des antécédents de Paré, la Couronne demandait une période d'inadmissibilité à la libération conditionnelle plus longue. Il faut dire que, entre les deux meurtres, Paré a agressé deux autres femmes, sans toutefois les tuer.

Le 2 novembre 1989, il était libéré une première fois et s'attaquait à une femme tout juste une semaine plus tard. Il a écopé 90 jours de prison pour séquestration et agression armée et est retourné à Pinel.

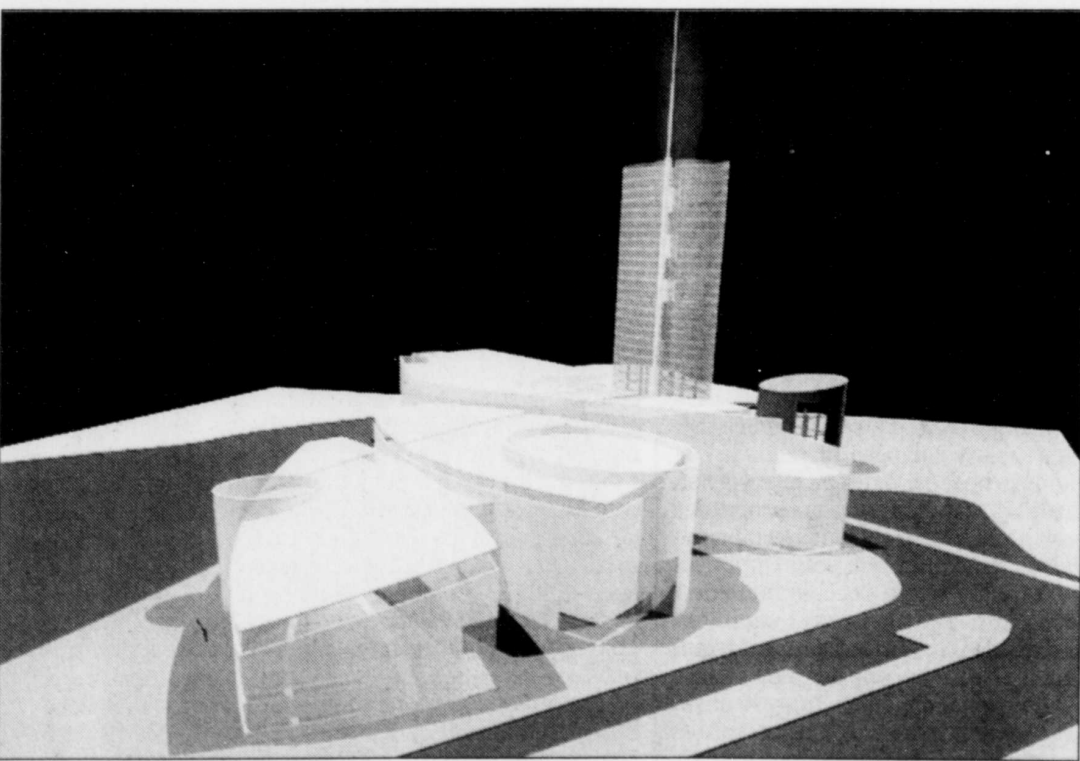
En 1995, on a tenté de le réinsérer dans la société en le plaçant dans un foyer de transition, mais cela n'a pas fonctionné. En 1998, il a finalement été relâché de Pinel et placé dans un autre

foyer supervisé, où il s'est attaqué à une intervenante.

Jugé pour cette affaire, il a été condamné à deux ans de prison pour agression sexuelle armée et séquestration. On l'a renvoyé à Pinel, d'où il est sorti en avril 2000.

Paré a réussi à fonctionner sans trop de problèmes jusqu'à l'été 2002. Il s'est mis en ménage avec Lise Laporte, une prostituée toxicomane qui, apparemment, troublait la paix dans l'immeuble où elle demeurait avec Paré. Le 6 août, pendant qu'elle dormait, Paré l'a étranglée. Il est ensuite sorti acheter des fleurs et est revenu dans son appartement pour les placer autour du cadavre, avec des animaux en peluche. Il a écrit une lettre d'amour et d'adieu à sa bien-aimée puis a appelé la police, qui l'a cueilli sur le toit du chalet d'un parc, dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve, où il s'était réfugié.

En prononçant la peine, vendredi, le juge Fraser Martin a signalé que celle qui demandait la Couronne était trop sévère. Aucune preuve n'a été faite selon laquelle Paré serait un individu incurable, a-t-il fait valoir. Le magistrat a aussi rappelé que Paré était condamné à une peine à vie, et que sa liberté conditionnelle dans 14 ans ne lui serait accordée que si la Commission des libérations conditionnelles le jugeait à propos.



La maquette du Musée canadien des droits de l'Homme de Winnipeg

## Un musée national des droits de l'Homme

■ WINNIPEG (PC) — Une tour de verre et de lumière haute de 21 étages qui sera construite bientôt à Winnipeg constituera le Musée canadien des droits de l'Homme. Ce sont les Asper, des magnats de la presse de Winnipeg, qui sont à l'origine de cette initiative de 2770 millions de dollars et ils espèrent que ce musée acquerra une renommée internationale au même titre que la tour Eiffel ou d'autres monuments du même genre. Le projet est en préparation depuis plus de deux ans et les plans pour la première phase de son financement et de sa construction doivent être dévoilés jeudi à

Winnipeg par la ministre du Patrimoine, Sheila Copps. Le musée serait de même niveau que le Musée des civilisations ou la Galerie nationale d'Ottawa, soulignait hier le Winnipeg Free Press dans un reportage. Ce ne serait pas un musée dans le sens traditionnel, mais plutôt un endroit où l'on ferait la promotion des droits de l'Homme. On prévoit qu'il attirerait annuellement plus de 300 000 personnes à Winnipeg. La famille Asper contrôle Canwest Global International Corp. qui possède des journaux et des médias électroniques dans la plupart des grandes villes canadiennes.

## Léger tremblement de terre à Québec

■ La région de Québec a été brièvement secouée par un séisme mineur, hier vers 22 h 30, qui a fait heureusement plus de peur que de mal. Selon des informations recueillies auprès de la Sûreté du Québec, le tremblement de terre aurait été ressenti jusque dans Charlevoix, région qui avait déjà été légèrement cahotée, le 28 février dernier, par une secousse d'une amplitude de 3,3 sur l'échelle de Richter. Les poli-

ciers de Québec ont reçu de nombreux appels de gens ayant entendu « un gros boum » et voulant en connaître la nature. À l'heure de mettre sous presse, on ignorait l'amplitude et l'épicentre de la secousse. Les pompiers ont tout de même dû effectuer quelques sorties, le plus souvent pour aller rassurer des gens. Une maison de la 15<sup>e</sup> Rue a toutefois subi des dégâts mineurs. J.-F.C.



Les États-Unis ont assoupli leur position sur le rôle de l'ONU dans l'après-Saddam Hussein.

## RECONSTRUCTION DE L'IRAK

## Le G7 s'entend sur la nécessité d'une résolution de l'ONU

CHRISTOPHE VOGT  
Agence France-Presse

■ WASHINGTON — Les grandes puissances ont cherché à afficher hier un front uni sur l'Irak, pour la première fois depuis le début de la guerre, en affirmant que l'effort de reconstruction du pays devait se faire dans le cadre d'une résolution de l'ONU et en s'entendant sur la nécessité de régler la question de la dette de l'Irak.

Cet accord conclu représente une concession pour l'administration Bush, qui estimait inutile une résolution pour entamer un programme de reconstruction conduit par les Américains, avec l'aide du FMI et de la Banque mondiale. Une telle approche était inacceptable pour Paris et Berlin, qui exigeaient une supervision de l'ONU.

Cet essai de réconciliation a eu lieu dans le cadre d'une réunion à Washington des ministres des Finances du G7, les sept pays les plus industrialisés. Ils ont tenté de mettre en place un cadre aux premières décisions économiques de l'après-guerre, mais ne sont pas entrés dans les détails de la future résolution et n'ont pu cacher des différences, en particulier sur la dette.

« Nous reconnaissons la nécessité d'un effort multilatéral pour aider l'Irak. Nous soutenons une nouvelle résolution du Conseil de sécurité des Nations unies », écrivent les ministres des Finances et gouverneurs de banque centrale du G7, dans un communiqué publié à l'issue de leur traditionnelle réunion de printemps vendredi et hier à Washington.

Le G7 comprend les États-Unis, le Japon, le Canada, l'Allemagne, la France, le Royaume-Uni et l'Italie. Il était profondément divisé entre partisans d'une intervention militaire en Irak menée par les États-Unis et la Grande-Bretagne, et ses adversaires, la France et l'Allemagne, associées à la Russie.

Le G7, tout en soulignant que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale doivent jouer leur « rôle normal », estime que « le peuple irakien doit avoir, en dernier lieu, la responsabilité de mettre en œuvre les bonnes politiques et de construire son propre futur ».

Les ministres ont parallèlement demandé au Club de Paris — qui réunit les créanciers publics — d'agir vite sur la question de la dette irakienne. « Il est important de s'attaquer au problème de la dette irakienne et nous sommes impatient de voir le Club de Paris se saisir rapidement de la question », insiste le communiqué.

« Le peuple irakien ne peut pas tout seul porter le fardeau des niveaux actuels de la dette et nous reconnaissons que le Club de Paris doit commencer à s'attaquer à la question », a déclaré John Snow, le secrétaire américain au Trésor. « La coopération est vitale pour apporter une aide humanitaire et répondre aux défis de la reconstruction », a-t-il ajouté.

Le G7 s'est gardé de faire publiquement une évaluation chiffrée de la dette irakienne. Selon des estimations concordantes, la dette extérieure de l'Irak se monterait à plus de 120 milliards de dollars, compte non tenu des compensations dues au titre de l'invasion du Koweït en 1990. Avec ces sommes, elle dépasserait 380 milliards \$.

Sur cette question de la dette irakienne, des clivages sont apparus entre les Américains, enclins à un geste généreux à l'égard de Bagdad, et les Européens, soucieux de récupérer leurs créances et de ne pas léser les pays très pauvres, en particulier en Afrique.

« Certes l'Irak aura besoin de notre attention, mais le Niger aussi, qu'on n'oublie pas qu'il y en a aussi beaucoup d'autres », a déclaré le ministre français des Finances, Francis Mer. Son homologue allemand, Hans Eichel, a affirmé hier que l'Allemagne « ne s'attend pas seulement à récupérer son argent, mais va le récupérer ». Sa créance s'élève à quelque quatre milliards d'euros.

Les Européens ont été échaudés, il est vrai, par les déclarations du numéro deux du Pentagone, Paul Wolfowitz, l'un des faucons de l'administration américaine. Il avait demandé de manière très vive à la France, à l'Allemagne et à la Russie d'effacer leur dette. « J'espère par exemple qu'ils penseront à l'importante dette qui provient de l'argent que ces pays ont prêté à Saddam Hussein pour acheter des armes, des instruments de répression, et bâtir des palais », avait-il dit.

« Rien de l'amertume (qui a entouré la question irakienne) n'est apparu ou n'a fait surface durant la réunion », a assuré le président de la Banque centrale européenne (BCE), Wim Duisenberg.

### Les discussions achoppent sur d'autres points, comme la dette irakienne

## Israël présentera ses réserves à Washington sur la « feuille de route »

■ JÉRUSALEM (AFP) — Le chef de cabinet du premier ministre israélien Ariel Sharon était attendu aujourd'hui à Washington pour présenter ses réserves sur la « feuille de route », plan de paix prévoyant la création d'un État palestinien d'ici 2005, a rapporté hier la radio publique israélienne.

Dov Weisglass, accompagné de responsables des ministères des Affaires étrangères et de la Défense, doit s'entretenir notamment avec la conseillère américaine pour la sécurité nationale, Condoleezza Rice, selon la même source.

M. Sharon a réitéré cette semaine son acceptation de principe de la « feuille de route », tout en affirmant que l'État hébreu avait des « réserves » et souhaitait que des changements soient introduits à ce plan de paix.

Il va présenter 15 « remarques » principales d'Israël et tenter d'obtenir des États-Unis une lettre de garanties, accompagnant le document, s'il se révèle impossible d'en modifier le contenu, selon des sources proches de la présidence du Conseil.

Ces « remarques » portent selon Israël sur « le démantèlement et le désarmement des organisations terroristes, la création de nouveaux services de sécurité palestiniens qui ne soient pas impliqués dans le terrorisme mais tout au contraire luttent contre lui ».

Israël pose en outre pour préalable à toute discussion sur l'avenir de plus de 160 colonies juives de peuplement « un démantèlement des organisations terroristes par les Palestiniens » et refuse à ce stade de discuter de l'avenir de ces implantations.

Le ministre israélien des Affaires étrangères Sylvan Shalom et d'autres ministres veulent que la « feuille de route » comporte un engagement des Palestiniens de renoncer au « droit de retour » de près de quatre millions de réfugiés, bien qu'il soit totalement exclu que l'Autorité palestinienne accède à cette demande.

### « DÉTRUIRE » LE PLAN DE PAIX

Les Palestiniens ont répliqué à tous ces propos en accusant Israël de vouloir « détruire la feuille de route ». Élaboré par le Quartette (États-Unis, Russie, ONU, Union européenne), ce plan en trois étapes prévoit à terme la création d'un État palestinien indépendant d'ici 2005. Sa dernière version a été remise à Israël en décembre.

Le président américain George W. Bush a réaffirmé mardi, lors d'une conférence de presse avec le premier ministre britannique Tony Blair, que ce plan de paix serait rendu public dès que le premier ministre palestinien désigné, Mahmoud Abbas (Abou Mazen) aurait formé un gouvernement.

Numéro deux de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Abou Mazen a été désigné le 19 mars par M. Arafat, sous la pression notamment des États-Unis, comme le premier chef de gouvernement palestinien. Il n'est pas encore entré en fonction.

La formation du nouveau gouvernement palestinien, dont Yasser Arafat avait espéré l'annonce pour hier, a été encore retardée par d'importants désaccords entre le président de l'Autorité palestinienne et son premier ministre, selon des hauts responsables palestiniens. L'exécutif doit être désigné au plus tard le 24 avril.

Les divergences de vues entre le président et Mahmoud Abbas, plus connu sous le surnom d'Abou Mazen, porteront sur la nomination des ministres de l'Intérieur, de l'Information et de la Santé.

Yasser Arafat entend que le ministre de l'Intérieur soit issu de la direction du Fatah, tandis qu'Abou Mazen préférerait nommer l'ancien chef de la sécurité à Gaza, Mohammed Dahlan, qui n'appartient pas à la principale composante de l'OLP (Organisation de libération de la Palestine). Il voudrait en outre remplacer Yasser Abed Rabbo, à l'Information, et Intisar al-Wazir, à la Santé.

Le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, en visite au Caire, a demandé hier de publier « dès maintenant » le document et de le mettre en œuvre « sans délai ».



Le premier ministre de l'Autorité palestinienne, Abou Mazen, n'arrive pas à s'entendre avec son président, Yasser Arafat, sur l'identité de certains ministres, ce qui retarde la formation d'un nouveau gouvernement.

## EN BREF

### Pyongyang accepte l'idée des discussions multilatérales

■ SÉOUL, Corée du Sud — La Corée du Nord a suggéré hier qu'elle était prête à accepter les demandes américaines visant à engager des discussions multilatérales concernant son programme d'armement nucléaire présumé. « Si les États-

Unis sont prêts à faire un audacieux changement dans leur politique coréenne pour un règlement de la question nucléaire », la Corée du Nord n'exigera pas « une forme de dialogue particulière », a annoncé un porte-parole du ministère des Affaires étrangères nord-coréen. Cette annonce pourrait représenter un changement très important dans la politique de la Corée du Nord. Jusqu'à présent, Pyongyang n'avait ouvert la porte qu'à des discussions directes avec Washington pour négocier un traité de non-agression. (AP)

## Prix rationnel, conduite émotionnelle.

Avec son V8 Northstar de 4,6 litres développant 275 HP, son système antipatinage électronique toutes vitesses et sa direction avec système Magnasteer, la Cadillac Seville domine la route à tous points de vue. Tout cela à un prix qui correspond pleinement à vos aspirations.



698\$ /mois\*

Location de 48 mois  
(Transport et préparation inclus)

## CADILLAC SEVILLE SLS

- Système de suspension StabiliTrak perfectionné
- Roues en aluminium chromé
- Sonar de recul (système de détection d'obstacles à l'arrière du véhicule)
- Privilèges aux propriétaires Cadillac :
  - Programme d'entretien prescrit sans frais, 4 ans/80 000 km\*
  - Garantie 4 ans/80 000 km\*
  - Dépannage routier\*
  - Transport de dépannage

Vos concessionnaires



Système de communication OnStar avec abonnement d'un an au plan Orientation et dépannage.



du Québec

L'Association des concessionnaires Cadillac du Québec suggère aux consommateurs de lire ce qui suit. Offres d'une durée limitée, réservées aux particuliers, s'appliquant au modèle neuf en stock suivant : Cadillac Seville SLS 2003 (6K55MR7B). Photo à titre indicatif seulement. Sujet à l'approbation du crédit GMAC. Frais relatifs à l'inscription au Registre des droits personnels et réels mobiliers, frais d'administration et droits de surtaxe. \*À la location, paiements mensuels basés sur un bail de 48 mois avec un versement initial ou échange équivalent (5 000 \$). Transport et préparation inclus. Immobilisation, assurance et taxes en sus. Premier versement mensuel et dépôt de sécurité de 625 \$ requis à la livraison. Frais de 12 ¢ du km après 80 000 km. \*Premier terme offert. Le concessionnaire peut fixer son propre prix. Un échange entre concessionnaires peut être requis. Renseignez-vous chez votre concessionnaire participant, à gmcana.com ou au 1 800 463-7483.

# L'EST ET LA CÔTE-NORD

## TRANSPORT COLLECTIF

### Matane honorée

MARC LESTAGE  
MLestage@lesoleil.com

■ La région de Matane a été honorée, hier, lors du congrès de l'Association québécoise du transport et des routes pour son initiative visant l'intégration des modes de transports collectifs grâce à une centrale de répartition desservant tout le territoire de la MRC de Matane.

Plus de 6000 déplacements par année sont maintenant effectués et des projets similaires ont vu le jour dans une cinquantaine d'autres municipalités au Québec, a-t-on fait remarquer, hier.

Les deux autres initiatives qui ont été soulignées de façon exceptionnelles par l'AQTR, hier, sont le projet Biobus de la Société de transport de Montréal permettant de démontrer la viabilité de l'utilisation du biodiésel comme carburant et un projet de l'Agence métropolitaine des transports: la réalisation d'une trousse permettant de gérer l'accès aux lieux de travail et d'études des usagers.

#### SÉCURITÉ

En matière de sécurité, l'association a souligné les réalisations de la municipalité des Escoumins et de la Ville de Montmagny. Aux Escoumins, c'est l'aménagement d'une bordure destinée à ralentir les ardeurs des automobilistes le long de la route 138, à la hauteur de cette municipalité de 2100 habitants, qui a valu des points aux administrateurs municipaux.

En ce qui concerne Montmagny, la réalisation primée a permis de rendre plus sécuritaire la circulation des élèves d'une école primaire située en bordure de la 132, qui devient un boulevard urbain, au centre de cette municipalité de 12 000 habitants.

## MURDOCHVILLE

### Tout va bon train à la SAAQ

NAOMIE BRIAND  
Collaboration spéciale

■ MURDOCHVILLE — L'implantation du centre d'appels de la Société de l'assurance automobile du Québec (SAAQ) à Murdochville va bon train. M<sup>me</sup> Nathalie Lavoie, qui travaillait depuis 10 ans au CLSC Mer et Montagnes, au point de service de Murdochville, a été choisie comme chef de service. Pendant ce temps, la société lance des appels d'offres pour la construction d'un nouveau bâtiment.

La société avait reçu plus de 500 curriculum vitæ pour combler la cinquantaine de postes de préposés aux renseignements du futur centre. De ce nombre, 436 personnes ont passé haut la main la première sélection. Après les examens écrits obligatoires pour obtenir un emploi dans la fonction publique, ils ne sont plus que 193 à se disputer les emplois. Le concours était strictement réservé aux Gaspésiens et Madelinots.

Lors de l'annonce officielle de la création du centre en décembre, la direction de la SAAQ cherchait un local permanent, et lognait du côté de l'école Saint-Paul, inoccupée. Après analyse, la société a plutôt choisi de procéder à la construction d'un nouveau bâtiment, et de s'y installer dès l'automne.

«Je ne peux pas mettre un chiffre exact sur les coûts de cette construction, il est trop tôt», souligne M. d'Auteuil. Mais aménager un local comme celui de l'école Saint-Paul aurait coûté cher, parce qu'il est trop vétuste et ne respectait pas les normes.»

La formation des premiers préposés débutera à la fin d'avril. Le Centre colombien de Murdochville sera temporairement occupé par la SAAQ, jusqu'à ce que la construction du nouveau bâtiment soit terminée. La société n'a pas réussi à s'entendre avec la compagnie Noranda pour la location de son ancien centre administratif. L'implantation d'un centre d'appels de la SAAQ à Murdochville a été annoncée en décembre par le gouvernement du Québec. Il s'agit de la première initiative concrète pour sauver l'économie de la ville, frappée par la fermeture de son employeur majeur, Fondrie Gaspé, qui a licencié quelque 300 travailleurs en avril.

## PROJET D'UN DEUXIÈME ARÉNA À RIVIÈRE-DU-LOUP

# Une loterie de 100 000 \$

### Les organismes de loisirs se mettent de la partie

MARC LAROUCHE  
Collaboration spéciale

■ RIVIÈRE-DU-LOUP — La saga du projet de construction d'un deuxième aréna soulève les passions à Rivière-du-Loup. Après la communauté d'affaires, c'est au tour des organismes qui utilisent la glace de contribuer, au nom des 450 jeunes athlètes dont le talent ne peut être exploité à sa juste valeur, en raison d'un temps de glace trop restreint et d'heures d'exercices épouvantables.

«Certains exercices ont lieu à 6 h. Cela n'a pas de bon sens», affirme le porte-parole du club de patinage artistique les Arabesques, de patinage de vitesse les Loupiots et du hockey mineur, M. Alain Dionne. «Les Loupiots doivent souvent diviser la glace en deux pour que les jeunes puissent pratiquer. Une cinquantaine de jeunes sur une demi-glace, c'est loin d'être l'idéal.»

Ces considérations ont des conséquences directes sur les performances des athlètes. «En discutant avec les en-

traîneurs des autres villes, il est facile de constater un manque d'heures d'entraînement pour nos jeunes», dit M. René Fortin, des Loupiots, organisme qui compte 90 patineurs. «De plus, il est difficile de garder les patineurs intermédiaires et seniors. Ces niveaux demandent deux fois plus d'heures d'entraînement et nous ne pouvons répondre à la demande.»

Mêmes constatations chez les 69 patineurs artistiques des Arabesques, qui devront céder leur temps de glace au

hockey mineur en août, sans quoi les 300 jeunes hockeyeurs ne pourraient profiter de leur école de hockey par manque de temps de glace. «Faute de temps de glace et d'argent, aucun de nos joueurs réguliers ne peut participer au camp de sélection des meilleurs espoirs régionaux. Aucune équipe ne nous a représentés au provincial depuis trois ans», ajoute Serge Vaillancourt, de Hockey Rivière-du-Loup.

Tout ce beau monde a décidé d'instaurer une loterie ayant comme grand prix, une Suzuki Aeriio 2003 d'une valeur de 19 500 \$. Les 5000 billets à 20 \$ pièce permettront d'accumuler environ 100 000 \$. «Nous paierons la voiture et

remettrons 50 000 \$ à la municipalité, qu'elle inclura dans l'argent disponible pour la construction de l'aréna. Le reste sera réparti entre nos organismes, pour acheter de l'équipement à nos jeunes», explique M. Dionne.

Le maire de Rivière-du-Loup affirme ne pas savoir quelle forme la nouvelle glace prendra, mais assure qu'elle sera construite. «Les besoins sont là. Nous pensions pouvoir construire pour 5 M\$, mais lorsque nous avons constaté que la soumission la moins élevée atteignait 9 M\$, nous étions catastrophés. Il y a des alternatives que nous présenterons bientôt.» Déjà, 1,2 million \$ a été amassé dans la communauté d'affaires. Québec et Ottawa subventionnent aussi le projet pour 3 millions \$.

Le tirage de la voiture aura lieu le 4 juin. Les billets sont en vente auprès des athlètes et dans divers commerces. Les organisateurs espèrent que cette activité revienne annuellement, afin de pouvoir rafraîchir les équipements.



Alain Dionne

## 36 versements sans intérêt

### Les grands espaces

**ENSEMBLE PATIO**

- 7 morceaux
- Table carrée 36 x 36 po avec dessus en VERRE TREMPÉ
- 4 chaises à bandouillère
- Parasol de marché
- Socle de béton inclus
- Fabrication québécoise

**19<sup>44</sup> par mois**

**699<sup>99</sup>**

À gagner **20 000 \$**

**D'ÉQUIPEMENTS de CAMPING LATULIPPE**  
(8 ensembles pour 4 personnes d'une valeur de 2500 \$)

**BALANÇOIRE Deluxe**

**36<sup>11</sup> par mois**

**1299<sup>99</sup>**

**ENSEMBLE PATIO**

- 7 morceaux
- Socle de béton inclus
- Fabrication québécoise

**20<sup>83</sup> par mois**

**749<sup>99</sup>**

**BALANÇOIRE**

Aussi disponible en couleur bronze

**8<sup>33</sup> par mois**

**299<sup>99</sup>**

**CAUSEUSE SUR BILLES**

**GARANTIE 5 ANS contre la rouille GALVALUME™**

**TANGUAY**

**Livraison et service gratuits à la grandeur de la province**

**LES SAULES**  
4875, boul. de l'Ornière  
1 800 563-4411  
(418) 871-4411

**BEAUPORT**  
535, boul. Sainte-Anne  
1 800 563-6282  
(418) 667-6282

**LÉVIS**  
5720, boul. Érienne-Dallaire  
1 800 563-4511  
(418) 833-4511

**SAINT-GEORGES DE BEAUCÉ**  
8955, boul. Lacroix  
1 877 295-4411  
(418) 226-4411

**RIMOUSKI**  
822, boul. Sainte-Anne, Route 132  
1 800 463-4411  
(418) 725-4411

**RIVIÈRE-DU-LOUP**  
245, Hôtel-de-Ville  
1 800 510-4711  
(418) 867-4711

**TROIS-RIVIÈRES**  
2200, boul. des Récollets  
1 800 465-2200  
(819) 373-1111

**SAGUENAY**  
1990, boul. Talbot  
1 800 363-4711  
(418) 698-4411

Règlements disponibles dans les magasins et sur [www.tanguay.ca](http://www.tanguay.ca). Photos à titre indicatif. 36 versements sur toute la marchandise.